

UNAMDR

EGENIA - COURSE MATERIALS

29 SEPT 1994 - 3 SEPT 1995

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RH/WG MAY 2009

UNARCHIVES
SERIES S 1000
BOX 18
FILE 3
ACC. 1998/0201

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

*A compiler
à reproduire
en 4 copies*

PROGRAMME DETAILLE DE FORMATION

ACCELEREE DE CENT (100) ELEVES GENDARMES

COLONEL DIARRA

A. FORMATION THEORIQUE

114 HEURES

I. CONNAISSANCE DE LA GENDARMERIE

104 Heures

1. Histoire de la création de la gendarmerie; ~~DU SENECHAL~~ AU GENDARME.
2. Les missions de la Gendarmerie Nationale.
3. Les unités constitutives de la Gendarmerie: Deux Gendarmeries.
4. Les formations organiques de la Gendarmerie: structures - missions.
5. L'organigramme de la Gendarmerie Nationale.

II. SERVICE EN BRIGADE

8 Heures

1. Présentation d'une brigade type de Gendarmerie Territoriale.
2. le commandant de Brigade.
3. Rôle des Gendarmes: O.P.J et A.P.J
4. Les outils de travail du Gendarme
5. La désignation de service.
6. Les missions à la Brigade / SERVICE INTERNE/ SERVICE EXTERNE.
 - a) Le service Interne: - la propreté des locaux.
 - la répartition quotidienne du service
 - l'exécution des missions, auditions, préparation des procès-verbaux, le service permanent, la surveillance des détenus,
 - la police administrative.
 - b) Le Service Externe: - la visite des communes, villages, hameaux.
 - l'escorte des prisonniers.
 - l'exécution des mandats de justice: perquisitions, les constatations, les mandats d'amener, les mandats d'extraction, audition dans le cadre de commissions rogatoires.
 - Recherche des renseignements ~~divers~~
 - Service d'ordre
7. Exercices Pratiques

III. LA GENDARMERIE MOBILE ET LE MAINTIEN DE L'ORDRE**8 Heures**

1. Le maintien de l'ordre : définition et but - Législation.
2. Missions de la Gendarmerie Mobile en maintien de l'ordre.
3. L'intervention des Forces de l'ordre : condition et procédures - déroulement.
4. Les différentes formations pour le M.O. : les barrages.
5. Le M.O. devant une foule hostile.
6. Le M.O. en zone rurale.
7. Le M.O. en zone urbaine.
8. Le M.O. devant une foule calme
9. Exercices pratiques: Nomenclature des outils et équipements des Forces de l'ordre. Mise en oeuvre des mouvements.

1. Généralités.
2. Définition et missions des RG
3. Moyens des RG
 - Humains
 - Techniques
4. Méthodologie des RG
 - a) - L'observation directe. (Documentation, sources ouvertes)
 - b) - Recueil par voie indirecte.
 - L'Informateur
 - Les procédés techniques: surveillance ^{et} ~~de~~ filature
 - c) - Traitement de l'information.
 - Transmission
 - Centralisation
 - Tri
 - Analyse
 - Exploitation.
 - d) - Types de documents des RG
 - La note d'information.
 - La note de synthèse ou d'analyse.
 - Enquêtes administratives.
 - Classification des RG
5. Protection des RG
6. Associations et Partis Politiques.
7. Notion sur le sondage d'opinion et les modes de scrutin.

V. POLICE ADMINISTRATIVE**5 Heures**

1. Définition
2. Domaine de la Police Administrative.
 - les armes et munitions
 - le régime des boissons alcoolisées
 - la police de l'immigration

VI. POLICE SCIENTIFIQUE**5 Heures**

1. Identité judiciaire
2. Documentation Judiciaire
3. Balistique
4. Anthropométrie
5. Dactyloscopie
6. Graphologie

VII. PROCEDURE PENALE**5 Heures**

1. La Police Judiciaire
2. L'Enquête de Police
3. Le procès-verbal : définition et organisation.

VIII. CIRCULATION ROUTIERE**1. GENERALITES****2. LE CODE DE LA ROUTE****a) Les règles de conduite**

- Les mesures de sécurité
- Les routes
- La signalisation
- Panneaux
- feux
- Lignes

b) Les Transports

- Les types de transport
- Les catégories de véhicule
- Les différentes catégories du permis de conduire

3. LES INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE

- Le non respect des règles de conduire
- la conduite sans permis de conduire
- la conduite en état d'ébriété
- L'excès de vitesse
- Le délit de fuite

4. LES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: Les constats

- Accidents avec dégâts matériels
- Accidents avec blessés et dégâts matériels
- Accidents mortels

5. LES SANCTIONS AUX INFRACTIONS DU CODE DE LA ROUTE

- La contravention routière ou de simple police
- La conduite en fourrière
- Le retrait temporaire du permis de conduire
- Le retrait définitif du permis de conduire
- La procédure judiciaire en matière d'accident de circulation
- Procédure civile
- Procédure pénale

6. LA REGULATION

11

IX. DROIT PENAL SPECIAL**20 Heures**

- Généralités sur le Droit Pénal Spécial
- La rébellion - opposition à l'autorité légitime
- Crimes et délits contre les personnes
- Les homicides: -volontaires -involontaires
- Coups et blessures: -volontaires -involontaires -empoisonnement
- Violences et voies de faits -avortement -infanticide
- Outrage à la pudeur
- La prostitution
- Crimes et délits contre les biens
- Vols
- Escroquerie
- Abus de confiance
- Etude comparative : abus de confiance -vol -escroquerie
- Le recel des biens, de personnes

X. DROIT PENAL**20 Heures**

- Notions générales sur le Droit Pénal Général
- L'infraction: éléments constitutifs -classification
- La tentative punissable
- La complicité
- La responsabilité pénale
- Les faits justificatifs: ordre de la loi -le commandement de l'autorité légitime -le consentement de la victime
- Les causes de non imputabilité: la démence et la contrainte
- Les circonstances atténuantes -les excuses
- Les légitimes défenses -les cas privilégiés de légitime défense
- Les circonstances aggravantes
- Les causes d'effacement des peines (amnistie - réhabilitation)
- Les causes d'extinction des peines
- La prescription

XI. PROCEDURE PENALE

20 Heures

- Le code de procédure pénale (CPP) -Définition
- La faute: faute civile -faute pénale -action civile -action publique
- La Police Judiciaire: objet -personnels (OPJ -APJ)
- Le Ministère Public
- Le juge d'instruction
- La défense
- Les mandats de justice
- Le Procureur Général
- Le Procureur de la République
- Les voies de recours: l'appel -la cassation
- Le jugement par défaut -l'opposition -les ordres de jugement.

B. FORMATION PRATIQUE

30 HEURES

I. Service en Brigade**12 Heures**

1. Présentation d'une Brigade type de gendarmerie Territoriale
2. Journée de travail dans une Brigade.
 - a) - Répartition quotidienne du travail
 - Rôle du Commandant de Brigade
 - Rôle des gendarmes.
 - b) Les tâches permanentes.
 - La propreté des locaux.
 - La désignation de service
 - La surveillance des détenus
 - c) Les tâches non permanentes.
 - Visite des communes, villages, hameaux
 - missions de police judiciaire : transport sur les lieux, constatations, perquisitions saisies, mise sous scellé, arrestations, auditions, interrogatoires, garde à vue, conduite au parquet.
 - Exécution des mandats de justice : mandat d'arrêt, mandat d'amener, mandat d'extraction, commission rogatoire.
3. Les outils de travail du gendarme : la mallette de l'OPJ

II. Le Maintien d'ordre**10 Heures****1. Les différentes formations****a) - Barrages fixes**

- Barrages fermés
- Barrages filtrant

b) Barrages mobiles : Méthodes d'évacuation

- mouvement en tiroir
- ~~mouvement~~ mouvement en éventail
- mouvement en épi

2. ~~Dispersion~~ d'une foule hostile

- sommations
- ~~charge~~
- capture de manifestants

III. La Circulation Routière**8 Heures****1. Circulation -****a) - Règles élémentaires de conduite.**

- Mouvement: croisement, dépassement, ^vchangement de direction.
- Arrêt
- Stationnement

b) Véhicules

- Les différents feux
- Les appareils avertisseurs sonores
- Les appareils rétroviseurs

2. Le feu tricolore : Vert, Jaune, Rouge**3. La régulation**

- les signaux de base
- les signaux de mise en mouvement des véhicules (Accélérer, Ralentir)
- les signaux d'arrêt des véhicules

4. Les injonctions du gendarme

- tenue
- attitude face à l'utilisateur
- langage correct à observer

5. Constat d'accident.

I. LES PASSEPORTS NATIONAUX

- Aucun citoyen rwandais, âgé de plus de 14 ans ne peut sortir du territoire de la République s'il n'est muni d'un passeport national ou d'un document en tenant lieu, délivré par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué.

A l'étranger, cette délivrance est effectuée par les agents diplomatiques ou consulaires du Rwanda ou ceux d'autres nations habilités à représenter les intérêts rwandais dans le pays considéré.

Le passeport national est rigoureusement personnel et devra nécessairement porter les mentions suivantes concernant les renseignements d'identité :

- Nom et prénom
- nationalité
- date et lieu de naissance
- profession
- domicile.

Il devra également porter le signalement, la photographie et la signature du titulaire. Si le titulaire est illettré, la signature est remplacée par les empreintes digitales; la demande de passeport devra indiquer le ou les pays où le requérant désire se rendre. Cette demande devra être appuyée d'un certificat de bonne vie et moeurs et de civisme délivré par le bourgmestre du domicile ou de la résidence du requérant. Les demandes de passeport introduites auprès des agents diplomatiques ou consulaires Rwandais à l'étranger seront accompagnées d'un extrait du casier judiciaire ou lorsque ce document n'existe pas dans le pays où la demande est formulée, de toute pièce officielle en tenant lieu.

- s'il s'agit d'un ménage, chacun des membres de la famille fait l'objet d'une demande distincte : le passeport du mari est alors distinct de celui de l'épouse de même que de ceux des enfants âgés de plus de 14 ans. Les enfants de moins de 14 ans sont alors inscrits avec photos à l'appui, sur le passeport du père, de la mère ou du tuteur qu'ils accompagnent. L'inscription des enfants de moins de 14 ans est gratuite.

.../...

Traduit

Validité du passeport national

La validité du passeport national Rwandais est de 5 ans au maximum. Toutefois, il peut y avoir prorogation.

Délivrance du passeport national ou des titres de voyage en tenant lieu

- 1°) Le Préfet est compétent pour délivrer les passeports des Rwandais régulièrement domiciliés dans leur préfecture.
- 2°) Le chef de la division Immigration et Emigration est compétent pour tous les Rwandais quel que soit leur domicile légal.

II. LE LAISSEZ - PASSER

Le laissez-passer est généralement un document de voyage institué entre 1 groupe d'Etats qui entretiennent des rapports privilégiés, exempts de tout formalisme en matière de circulation transfrontière. Plusieurs pays ont adopté ce document.

Ainsi, les citoyens rwandais, désireux de se rendre au Zaïre, en Tanzanie, en Uganda, au Burundi peuvent demander et obtenir un laissez-passer tenant lieu de passeport. Ceux qui désirent quitter le Rwanda pour se rendre dans des pays autres que ces 4 pays limitrophes doivent obligatoirement se munir d'un passeport national.

Passeports diplomatiques et de service

a) Passeport diplomatique :

Le passeport diplomatique assure à son titulaire, à l'étranger, en raison de sa mission ou de son caractère représentatif, la protection généralement accordée aux agents diplomatiques.

Ont droit au passeport diplomatique :

- 1°) Le Président de la République et les membres du Gouvernement, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président de la Cour Suprême, le Vice-Président de la République et le Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

2°) les ambassadeurs

3°) les agents diplomatiques, fonctionnaires ou agents consulaires de carrière et chanceliers de carrière en activité ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs non-mariés.

Ont droit au passeport diplomatique pour la durée de leur mission à l'étranger :

- les chefs de missions extraordinaires à l'étranger;
- les hauts fonctionnaires, à partir du grade de Directeur Général affecté aux services ayant les relations extérieures dans leurs attributions;
- les attachés militaires près des missions diplomatiques Rwandaises à l'étranger
- les conseillers et attachés techniques près desdites missions diplomatiques;..

La validité du passeport diplomatique est de 5 ans au maximum.

Passeport de service.

Le passeport de service assure à son titulaire à l'étranger, en raison de sa mission, un traitement de courtoisie.

Il est délivré aux fonctionnaires civils et militaires qui ne peuvent pas être pourvus de passeports diplomatiques, ainsi qu'à leurs conjoints et enfants mineurs non mariés.

5. Le visa diplomatique : il est délivré aux autorités diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement Rwandais ainsi qu'aux membres de la mission diplomatique.

CONTROLE DE L'IMMIGRATION

Dès son arrivée sur le territoire de la République Rwandaise, l'immigrant est tenu de se présenter devant l'agent préposé à l'immigration.

L'agent doit vérifier si l'immigrant n'est pas considéré comme indésirable et ne peut, en conséquence, pénétrer ou résider au Rwanda.

* Est considérée comme indésirable, toute personne ne pouvant exciper de sa qualité de citoyen Rwandais, se trouve dans une des situations énumérées ci-après :

- ne possède pas les documents spécifiés par la loi et relatifs aux conditions et formalités d'entrée et de séjour.
- ne peut justifier des moyens réguliers et suffisants d'existence notamment s'il s'adonne à la prostitution ou au proxénétisme ou s'il n'est pas en mesure, en raison de ses infirmités de s'assurer des moyens normaux de subsistance;
- se trouve sous la dépendance d'une prostituée ou d'un proxénète,
- aurait été expulsé du Rwanda conformément à la loi;
- serait sous le coup de poursuites ou aurait été condamné au Rwanda ou à l'étranger pour l'une des infractions prévues par les traités d'extradition sauf dans le cas où la peine infligée est une peine d'amende ou une peine privative de liberté égale ou inférieure à deux mois;
- serait qualifié de voyageur ou de résident indésirable par arrêté du Ministre de l'Intérieur;
- ne jouirait pas de la plénitude de ses facultés mentales;
- serait atteint d'une des maladies contagieuses déterminées par arrêté ministériel;
- exercerait une activité économique ou professionnelle pouvant porter préjudice aux intérêts du Rwanda;
- se livrerait à des actes d'espionnage ou autres manoeuvres de nature à porter atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de la République;
- troublerait l'ordre public;

- dont le comportement habituel porterait atteinte aux bonnes moeurs.

Par ailleurs, pourra être considéré comme indésirable;

- a) quiconque, étant entré au Rwanda, s'établit ou tente de s'établir sans y avoir été autorisé tel qu'il est dit plus haut;
- b) quiconque est muni d'un titre de voyage qui se trouve dans l'impossibilité d'établir que l'autorité étrangère dont il relève s'engage à renouveler ou à proroger la validité dudit titre de voyage;
- c) quiconque, entré au Rwanda sous le couvert d'un permis provisoire, d'un visa de voyage ou d'un visa temporaire ne quitte pas le Rwanda à l'expiration du délai correspondant audit permis ou auxdits visas;
- d) quiconque, admis au Rwanda conformément à la loi s'adonne, sans l'accord préalable du Ministre de l'Intérieur à une activité autre que celle en vue de laquelle son établissement a été autorisé.

OUATTARA N'GOLO Instructeur

MINUAR - CIV POL

2000-01-20 1991.

RÉGIME DES BOISSONS ALCOOLIQUES:

Le régime des boissons alcooliques est réglementé par une loi du 13 mars 1970 modifiée par un décret-loi n° 20178 du 14/08/1978.

Ce texte donne certaines définitions des boissons :

- Boissons distillées : ce sont des boissons contenant de l'alcool de distillation
- Boissons fermentées : ce sont des boissons contenant exclusivement de l'alcool de fermentation sans qu'il soit tenu compte des minimes quantités d'alcool de distillation qui y ont été ajoutées pour en assurer la conservation.

I. RÉGLEMENTATION.

- L'importation, la fabrication, l'installation, la détention, la cession, la vente et l'achat d'appareils à distiller sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre des Finances ou de son délégué.
- L'importation, la vente et le débit dans les lieux publics ou accessibles au public et dans les cercles privés de boissons alcooliques distillées ou fermentées ne sont autorisés que sous couvert d'une des licences suivantes :

1°) Licence Modèle A.

Licence d'importateur et de négociant qui confère le droit d'importer et de vendre toutes boissons alcooliques, à condition que la vente se fasse par bouteilles ou récipients munis de leurs fermetures d'origine.

En aucun cas, la consommation ne peut être autorisée sur place.

2°) Licence Modèle B.

Licence de détaillant qui confère exclusivement le droit de vendre toutes boissons alcooliques à condition que la vente se fasse également par bouteilles ou récipients munis de leur fermeture d'origine. La consommation sur place ne peut être autorisée.

.../...

3°) Licence Modèle C.

Licence de détaillant qui confère le droit de vendre uniquement les boissons alcooliques fermentées à condition que la vente se fasse également par bouteilles ou récipients munis de leur fermeture d'origine. La consommation sur place ne peut être autorisée.

4°) Licence Modèle D.

Licence de débitant de boissons alcooliques fermentées, conférant le droit de débiter pour la consommation de toutes boissons alcooliques distillées ou fermentées.

5°) Licence Modèle E.

Licence de débitant de boissons alcooliques, conférant le droit de débiter pour la consommation des boissons alcooliques fermentées uniquement.
Le débit de boissons de fabrication coutumière n'est pas soumis à cette licence.

6°) Licence Modèle F.

Licence conférant le droit que donne la licence modèle D, c'est-à-dire celui de débiter toutes boissons alcooliques mais pour une durée réduite, c'est-à-dire le temps d'une foire, d'une fancy fair, d'une Kermesse, d'une exposition ou d'une manifestation analogue. Sa validité ne pourra dépasser 30 jours.

7°) Licence Modèle G.

Licence de cercle privé qui confère le droit de débiter toutes les boissons alcooliques pour la consommation dans ce cercle.

Sont autorisés sans licence :

- l'importation des vins de messe;
- les débits de boissons alcooliques dans les mess et cantines à l'intérieur des camps militaires de gendarmerie et de la Police Nationale.

Le prix des licences est fixé comme suit :

- licence modèle A 30.000 F.
- licence modèle B 25.000 F.
- licence modèle C 7.500 F.
- licence modèle D 15.000 F.
- licence modèle E 4.000 F.
- licence modèle F 1.000 F.
- licence modèle G 20.000 F.

La licence est personnelle et est établie au nom de l'importateur ou de l'exploitant

II. SANCTIONS.

L'importation, la vente ou le débit de boissons alcooliques sans licence ou avec une licence qui ne correspond pas à l'opération effectuée, la communication de renseignements erronés dans la demande de licence, l'importation, la fabrication, l'installation, la détention, la cession, la vente et l'achat d'appareils à distiller sans l'autorisation préalable ainsi que toutes autres infractions à la présente loi sont punies d'une amende de 1000 à 30.000 F.

Si le contrevenant s'est livré au débit de boissons alcooliques sans être muni de la licence couvrant l'opération exécutée.

- Ont qualité pour constater les infractions à la présente loi, les bourgmestres dans leurs propres communes, tous les officiers de Police judiciaire, les contrôleurs de douanes dans l'ensemble du territoire et les fonctionnaires des douanes dans le ressort du bureau où ils sont affectés.

350 copies

Police administrative
Instructeur : Ouattara
N'golo

CONTROLE DES DEBITS DE BOISSONS

Les dangers de l'alcoolisme ont incité les gouvernements à réglementer les débits de boissons et à en limiter le nombre. C'est pourquoi l'ouverture, le transfert ou la mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant d'une exploitation de boissons ou d'un restaurant vendant ou non des boissons alcooliques aux repas sont soumis à une autorisation préalable du Ministre de l'intérieur ou généralement de son délégué - préfet - bourgmestre.

Les débitants de boissons doivent être de bonne moralité (bonne vie et mœurs) ne pas avoir été l'objet de certaines condamnations et en général de la nationalité de l'Etat où ils sont établis.

Ils est interdit aux débitants de boissons de :

- servir à boire à des gens manifestement ivres
- recevoir des gens en état d'ivresse
- servir des alcools et liqueurs alcooliques à des mineurs de moins de 18 ans,
- servir à boire jusqu'à l'ivresse à des mineurs de moins de 18 ans
- recevoir des clients en dehors des heures d'ouverture
- employer dans les débits à consommer sur place, des femmes de moins de 18 ans, à l'exception de celles appartenant à la famille du débitants.

Tout débitant de boissons à consommer sur place est tenu d'afficher, à la vue des clients et du public, les textes sur la police des débits de boissons et le prix des consommations.

- gendarmes et policiers ne peuvent en principe, pénétrer dans les débits de boissons que s'ils sont appelés pour constater une infraction ou pour l'un des motifs suivants :
- défaut d'autorisation d'ouverture;
- intervention en cas de rixe entre consommateurs;
- tapage nocturne;
- ouverture ou fermeture en dehors des heures légales - ces heures font l'objet d'un arrêté du préfet ou du bourgmestre dans leurs circonscription administrative respectives;
- enquête lorsqu'un individu, trouve en état d'ivresse sur la voie publique vient de consommer dans l'établissement.

CUATTARA N'GOLLO

CIV POL

Cours du 29/08/1994

TROUBLES A L'ORDRE PUBLIC.

O.R.U. N° 111/29 du 31/01/1959.

1°) Définition :

L'attroupement est un rassemblement de personnes sur la voie publique, de manière illégale, susceptible de troubler la paix publique et qui refuse de se disperser après les sommations des autorités.

2°) Conditions :

Pour qu'il y ait attroupement, il faut :

- a) que le rassemblement des personnes soit illégal.
Ce sera par exemple le cas d'une manifestation interdite ou non déclarée, d'un cortège autorisé mais qui modifie le parcours imposé ou qui ne se disloque pas à l'endroit prévu;
d'une réunion publique sans bureau ou dont le bureau a disparu ou à l'intérieure de laquelle s'exercent des violences graves;
d'un rassemblement armé sur la voie publique ou simplement un rassemblement spontané susceptible de troubler la paix publique;
- b) que des sommations aient été faites par les autorités qualifiées (Préfets - Bourgmestres - C.B. Gendarmerie) ou tout autre O.P.J.
Les sommations, pour être légales doivent revêtir une certaine forme et un cérémonial.

3°) Les différentes formes d'attroupement.

- a) Attroupement armé : l'attroupement est dit armé si dans le groupe, une ou plusieurs personnes sont porteuses d'armes apparentes ou cachées.
- b) Attroupement non armé : aucun des individus n'est porteur d'une arme.

4°) Forme et cérémonial des sommations.

L'autorité chargée de faire disperser un attroupement doit porter une écharpe aux couleurs nationales ou les insignes de sa fonction ou être en uniforme.

La sommation varie selon qu'il s'agisse d'un attroupement armé ou d'un attroupement non armé.

a) Sommation en cas d'attroupement armé :

L'autorité fait deux sommations, intercallées par un son de tambour ou une sonnerie de clairon. Avant cette formalité, l'arrivée de l'autorité est annoncée. Si l'attroupement persiste, il est fait usage de la force.

b) Sommation en cas d'attroupement non armé :

L'autorité exhorte d'abord la foule à se disperser. En cas d'insuccès, trois sommations précédées chacune d'un nouveau roulement de tambour, sonnerie de clairon ...

c) Formule de la sommation :

"Obéissance à la loi, que les bons citoyens se retirent, on va faire usage de la force".

5°) Sanctions.

L'ordonnance du Rwanda-Urundi du 31/01/1959 dispose :

"Lorsqu'il y aura des raisons de craindre que la tranquillité publique soit troublée, l'administrateur territorial pourra, par des avis affichés, aux principaux passages, interdire dans une agglomération ou dans toute localité qu'aura désignée le Gouverneur de province, les rassemblements de plus de 5 personnes."

"quiconque aura contrevenu à cette défense sera puni d'un emprisonnement de 7 jours au maximum et d'une amende de 5 à 50 F ou d'une de ces 2 peines seulement".

LES MANIFESTATIONS

Dans la rubrique des manifestations on regroupe : les cortèges, défilés et rassemblements, les réunions.

1°) Les cortèges, défilés et rassemblements supposent un déplacement sur la voie publique, tandis que les réunions sont immobiles.

Toutes les manifestations sur la voie publique, autres que les réunions, sont soumises à l'obligation préalable soit d'une autorisation, soit d'une déclaration. Toutefois dans la plupart des cas, on dispense de cette déclaration les sorties sur la voie publique, conformes aux usages locaux.

Les manifestations sur la voie publique peuvent être interdites par le Ministre de l'Intérieur, le Bourgmestre ou toutes autres autorités qualifiées lorsque ces autorités estiment que l'ordre public peut être troublé.

SANCTIONS

* Manifestations interdites : On peut relever contre les participants

+ les contraventions pour :

- infraction à l'arrêté d'interdiction
- tapage ou attroupement injurieux
- refus de circuler
- jet de pierres ou autre corps dur contre les maisons et édifices
- jet de corps dur sur une personne
- rixes, violences, voies de fait
- dommage volontaire à la propriété mobilière d'autrui.

+ les crimes et délits qu'ils ont pu commettre personnellement (rebellion, outrages, coups et blessures ...)

On peut relever aussi contre les organisateurs :

- déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur les conditions de la manifestation projetée;
- envoi de convocation à prendre part à une manifestation et ce, avant la déclaration ou après l'interdiction.

* Manifestations non déclarées : Pour les participants, aucune sanction n'est prévue, mais on peut relever contre eux les crimes, délits et contraventions qu'ils sont pu commettre personnellement.

Pour les organisateurs, ils sont punissables dans les mêmes conditions que pour l'organisation d'une manifestation interdite.

Une manifestation interdite ou non déclarée constitue un attroupement et de ce fait, peut être dispersée par la force. x 43

2°) Les réunions :

Définition : une réunion est un rassemblement momentané de personnes en un lieu donné dans un but déterminé.

On distingue 2 sortes de réunions :

- Les réunions privées et les réunions publiques.

- Réunions privées : ce sont les réunions dont l'accès est strictement réservé aux personnes munies d'une invitation personnelle ou d'une carte individuelle exigée à l'entrée.

- Réunions publiques : ce sont les réunions dont l'accès est libre et ouvert à tout le monde. On distingue :

+ les réunions organisées dans les lieux publics ou divers (cinéma ou cour d'une concession ... En général, elles sont libres mais certains pays exigent une déclaration ou une autorisation préalable

Elles peuvent se prolonger jusqu'au delà de 23 heures.

Un bureau de 3 membres doit être constitué pour maintenir l'ordre en cas d'incident. Le droit d'entrée et de choisir sa place est prévu pour un fonctionnaire représentant le Gouvernement.

+ les réunions sur la voie publique : aucune formalité particulière n'est prévue.

3°) Port d'arme au cours d'une réunion ou d'une manifestation sur la voie publique

Le port d'arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique, au cours d'une réunion ou d'une manifestation sur la voie publique est un délit spécial.

Par arme, il faut entendre, toutes machines, tous instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants.

On distingue :

- les armes par nature : fusils - revolvers - pistolets - poignards - lances - machettes ou coupe-coupe.
- les armes par l'usage qui en est fait : ce sont des objets courants, détournés de leur destination normale et pouvant occasionnellement servir d'armes (couteaux de poche, ciseaux, bâtons, pierres, pelles, pioche, marteaux etc...

Intérêt de la distinction : l'intérêt de la distinction réside dans l'établissement de la preuve.

Celui qui détient une arme par destination c'est-à-dire un objet détourné de sa destination normale, n'est réputé que si son intention de s'en servir comme arme est établie.

Lorsque la Gendarmerie possède des informations lui permettant de penser que des manifestants sont porteurs d'armes cachées, la palpation sur place des participants est légitime pour découvrir et éliminer les porteurs d'armes.

Aucune autorisation ne peut justifier le port d'une arme au cours d'une réunion ou d'une manifestation.

2

250 copies

DOCUMENTS DE VOYAGE

I. LES PASSEPORTS NATIONAUX

- Aucun citoyen rwandais, âgé de plus de 14 ans ne peut sortir du territoire de la République s'il n'est muni d'un passeport national ou d'un document en tenant lieu, délivré par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué.

A l'étranger, cette délivrance est effectuée par les agents diplomatiques ou consulaires du Rwanda ou ceux d'autres nations habilités à représenter les intérêts rwandais dans le pays considéré.

Le passeport national est rigoureusement personnel et devra nécessairement porter les mentions suivantes concernant les renseignements d'identité :

- Nom et prénom
- nationalité
- date et lieu de naissance
- profession
- domicile.

Il devra également porter le signalement, la photographie et la signature du titulaire. Si le titulaire est illettré, la signature est remplacée par les empreintes digitales; la demande de passeport devra indiquer le ou les pays où le requérant désire se rendre. Cette demande devra être appuyée d'un certificat de bonne vie et moeurs et de civisme délivré par le bourgmestre du domicile ou de la résidence du requérant. Les demandes de passeport introduites auprès des agents diplomatiques ou consulaires Rwandais à l'étranger seront accompagnées d'un extrait du casier judiciaire ou lorsque ce document n'existe pas dans le pays où la demande est formulée, de toute pièce officielle en tenant lieu.

- s'il s'agit d'un ménage, chacun des membres de la famille fait l'objet d'une demande distincte : le passeport du mari est alors distinct de celui de l'épouse de même que de ceux des enfants âgés de plus de 14 ans. Les enfants de moins de 14 ans sont alors inscrits avec photos à l'appui, sur le passeport du père, de la mère ou du tuteur qu'ils accompagnent. L'inscription des enfants de moins de 14 ans est gratuite.

Validité du passeport national

La validité du passeport national Rwandais est de 5 ans au maximum. Toutefois, il peut y avoir prorogation.

Délivrance du passeport national ou des titres de voyage en tenant li

- 1°) Le Préfet est compétent pour délivrer les passeports des Rwandais régulièrement domiciliés dans leur préfecture.
- 2°) Le chef de la division Immigration et Emigration est compétent pour tous les Rwandais quel que soit leur domicile légal.

II. LE LAISSEZ - PASSER

Le laissez-passer est généralement un document de voyage institué entre 1 groupe d'Etats qui entretiennent des rapports privilégiés, exempts de tout formalisme en matière de circulation transfrontière. Plusieurs pays ont adopté ce document.

Ainsi, les citoyens rwandais, désireux de se rendre au Zaïre, en Tanzanie, en Uganda, au Burundi peuvent demander et obtenir un laissez-passer tenant lieu de passeport. Ceux qui désirent quitter le Rwanda pour se rendre dans des pays autres que ces 4 pays limitrophes doivent obligatoirement se munir d'un passeport national.

Passeports diplomatiques et de service

a) Passeport diplomatique :

Le passeport diplomatique assure à son titulaire, à l'étranger, en raison de sa mission ou de son caractère représentatif, la protection généralement accordée aux agents diplomatiques.

Ont droit au passeport diplomatique :

- 1°) Le Président de la République et les membres du Gouvernement, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président de la Cour Suprême, le Vice-Président de la République et le Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

2°) les ambassadeurs

3°) les agents diplomatiques, fonctionnaires ou agents consulaires de carrière et chanceliers de carrière en activité ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs non-mariés.

Ont droit au passeport diplomatique pour la durée de leur mission à l'étranger :

- les chefs de missions extraordinaires à l'étranger;
- les hauts fonctionnaires, à partir du grade de Directeur Général affecté aux services ayant les relations extérieures dans leurs attributions;
- les attachés militaires près des missions diplomatiques Rwandaises à l'étranger
- les conseillers et attachés techniques près desdites missions diplomatiques;.

La validité du passeport diplomatique est de 5 ans au maximum.

Passeport de service.

Le passeport de service assure à son titulaire à l'étranger, en raison de sa mission, un traitement de courtoisie.

Il est délivré aux fonctionnaires civils et militaires qui ne peuvent pas être pourvus de passeports diplomatiques, ainsi qu'à leurs conjoints et enfants mineurs non mariés.

150

47

OUATTARA N'GOLC
CIV POL

L'IMMIGRATION ET LES CONDITIONS D'ENTREE ET DE SEJOUR DES ETRANGERS.

I. Notions d'étrangers

Sont considérés comme étrangers, tous les individus qui n'ont pas la nationalité Rwandaise soit parce qu'ils ont une nationalité étrangère, soit parce qu'ils n'ont pas de nationalité connue.

II. Conditions d'entrée :

Pour rentrer au Rwanda, tout étranger doit être muni de :

- un passeport visé par l'Ambassade Rwandaise ou l'autorité diplomatique ou consulaire habilitée à cet effet, du lieu de départ.
A l'intérieur du Rwanda, les visas sont délivrés par le Ministre de l'Intérieur ou ses délégués.
- un extrait du casier judiciaire où, si la législation de leur pays d'origine ne prévoit pas la délivrance d'un tel document, un certificat de bonne vie et moeurs ou de non condamnation à une peine privative de liberté ou toute pièce en tenant lieu.
- les certificats médicaux de vaccination prescrits par les conventions internationales.

Le Ministre de l'Intérieur peut exempter de ces formalités une certaine catégorie de personnes tels que les membres des équipages des aéronefs.

Pour les Rwandais, ils sont admis à rentrer sans aucune formalité que de produire :

- un passeport national ou un document en tenant lieu.
- les certificats médicaux de vaccination.

Les mêmes facilités sont accordées aux étrangers résidant en permanence au Rwanda.

.../...

DIFFERENTES SORTES DE VISAS

Il y a 5 sortes de visas :

1. Le visa de transit qui s'applique aux personnes munies d'un billet de voyage pour une destination autre que le Rwanda et qui, soit à l'aller, soit au retour sont appelées simplement à transiter en territoire Rwandais pendant le temps strictement nécessaire à l'accomplissement normal de leur déplacement. Toutefois, sont exemptées de ce visa, les personnes qui, empruntant la voie aérienne, sont simplement appelées à faire escale en territoire rwandais par exemple :
 - les passagers qui empruntent le même avion à l'arrivée et au départ sur un aéroport Rwandais;
 - les passagers qui se trouvent dans l'obligation d'attendre un ou plusieurs jours sur un aéroport Rwandais le premier avion assurant la correspondance vers leur lieu de destination.
2. Le visa de voyage correspondant à une autorisation de séjour s'étendant sur une durée de 8 jours à 6 mois. Il est destiné aux touristes, hommes d'affaires et d'une manière générale, aux étrangers qui ne viennent au Rwanda que pour une durée limitée et sans volonté d'y fixer leur résidence ordinaire.
3. Le visa temporaire : c'est une autorisation de séjour s'étendant sur une durée de 6 mois à 2 ans.
Il est destiné aux personnes venant apporter au Rwanda, avec l'accord préalable du Gouvernement Rwandais, une assistance technique et dont la mission est prévue pour une durée égale ou inférieure à 2 ans.
4. Le visa d'établissement : il comporte une autorisation de séjour d'une durée indéterminée. C'est une autorisation de s'établir au Rwanda.
Dans ce cas, toute demande de visa d'établissement devra préciser l'activité à laquelle compte se livrer le demandeur, la désignation exacte du lieu où il s'établira, ainsi que la nature et le montant des ressources ou moyens d'existence dont il disposera.
Le postulant doit également consigner une somme d'argent à titre de cautionnement et de garantie pour l'éventualité où il viendrait à tomber à la charge de la bienfaisance publique.

5. Le visa diplomatique : il est délivré aux autorités diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement Rwandais ainsi qu'aux membres de la mission diplomatique.

CONTROLE DE L'IMMIGRATION

Dès son arrivée sur le territoire de la République Rwandaise, l'immigrant est tenu de se présenter devant l'agent préposé à l'immigration.

L'agent doit vérifier si l'immigrant n'est pas considéré comme indésirable et ne peut, en conséquence, pénétrer ou résider au Rwanda.

* Est considérée comme indésirable, toute personne ne pouvant exciper de sa qualité de citoyen Rwandais, se trouve dans une des situations énumérées ci-après :

- ne possède pas les documents spécifiés par la loi et relatifs aux conditions et formalités d'entrée et de séjour.
- ne peut justifier des moyens réguliers et suffisants d'existence notamment s'il s'adonne à la prostitution ou au proxénétisme ou s'il n'est pas en mesure, en raison de ses infirmités de s'assurer des moyens normaux de subsistance;
- se trouve sous la dépendance d'une prostituée ou d'un proxénète,
- aurait été expulsé du Rwanda conformément à la loi;
- serait sous le coup de poursuites ou aurait été condamné au Rwanda ou à l'étranger pour l'une des infractions prévues par les traités d'extradition sauf dans le cas où la peine infligée est une peine d'amende ou une peine privative de liberté égale ou inférieure à deux mois;
- serait qualifié de voyageur ou de résident indésirable par arrêté du Ministre de l'Intérieur;
- ne jouirait pas de la plénitude de ses facultés mentales;
- serait atteint d'une des maladies contagieuses déterminées par arrêté ministériel;
- exercerait une activité économique ou professionnelle pouvant porter préjudice aux intérêts du Rwanda;
- se livrerait à des actes d'espionnage ou autres manœuvres de nature à porter atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de la République;
- troublerait l'ordre public;

- dont le comportement habituel porterait atteinte aux bonnes mœurs.

Par ailleurs, pourra être considéré comme indésirable;

- a) quiconque, étant entré au Rwanda, s'établit ou tente de s'établir sans y avoir été autorisé tel qu'il est dit plus haut;
- b) quiconque est muni d'un titre de voyage qui se trouve dans l'impossibilité d'établir que l'autorité étrangère dont il relève s'engage à renouveler ou à proroger la validité dudit titre de voyage;
- c) quiconque, entré au Rwanda sous le couvert d'un permis provisoire, d'un visa de voyage ou d'un visa temporaire ne quitte pas le Rwanda à l'expiration du délai correspondant audit permis ou auxdits visas;
- d) quiconque, admis au Rwanda conformément à la loi s'adonne, sans l'accord préalable du Ministre de l'Intérieur à une activité autre que celle en vue de laquelle son établissement a été autorisé.

Fair

POLICE ADMINISTRATIVE

COURS N°1

INSTRUCTEUR : Commissaire Principal : N'Golo OuattaraINTRODUCTION AU COURS

En examinant de près les différentes tâches auxquelles s'adonnent policiers et gendarmes, on s'aperçoit qu'elles sont multiples et qu'elles tendent toutes vers un but, maintenir l'ordre dans les villes et dans les campagnes. Faire la Police en général, c'est donc assurer l'ordre, faire en sorte que les citoyens d'une même nation respectent les lois édictées dans l'intérêt de tous, pour que chacun puisse vivre en paix.

1°) NOTION DE POLICE ADMINISTRATIVE

La Police administrative a pour tâches :

- de maintenir et, si nécessaire, de rétablir l'ordre public et la paix sur tout le territoire du pays.
- de prévenir les infractions et accidents

Il va donc sans dire que le domaine de la Police administrative est très vaste et repose en grande partie sur la prévention, la répression n'étant que secondaire.

2° LA PREVENTION :

Maintenir l'ordre signifie t-il que Policier et gendarmes ne doivent intervenir que si cet ordre est troublé ? Non. Policiers et gendarmes ne doivent sortir de leurs commissariats, leurs casernes que lorsqu'on signale une infraction ? Bien sûr que non.

Maintenir l'ordre, c'est avant tout, éviter le désordre donc agir préventivement pour que le calme, la tranquillité et la sécurité règnent. Il est préférable par exemple d'essayer d'empêcher les voleurs et les chauffards d'agir, plutôt que de les laisser faire.

Cette action préventive, c'est avant tout le rôle de la police en uniforme qui, par sa seule présence sur la voie publique, décourage ceux qui veulent transgresser la loi.

Le gendarme, placé en haut d'une côte ou près d'un virage dangereux, incite les chauffeurs à ralentir. Le voleur du portefeuille sur le marché, hésitera, s'il aperçoit le képi d'un agent à proximité.

Ainsi, de la fonction même de la Police (préserver l'ordre et la sécurité) découle la tâche de prévenir les infractions à la loi.

3° DOMAINE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

Le domaine de la Police administrative est très vaste. En effet, maintenir l'ordre et la sécurité dans les villes et en campagnes suppose :

traduit

- la sûreté et le bon ordre dans la rue et les lieux publics. la possibilité de désordres, l'éventualité de troubles, amènent l'autorité administrative à prendre des mesures préventives telles que celles réglementant les manifestations publiques - C'est aussi le souci de l'ordre dans l'Etat qui justifie par exemple les mesures de recensement et d'identification de nationaux et des étrangers (délivrance de cartes d'identité, de cartes de séjour, de passeport).
- la sécurité des personnes et des biens qui justifie la réglementation des armes et munitions; elle consiste aussi à la prévention des accidents de toutes sortes occasionnés notamment par la circulation des véhicules, par les aliénés, la divagation d'animaux...
- la tranquillité se rapportant à des faits qui, sans troubler à proprement parler l'ordre, sont pour les tiers, une cause de gêne : tapages nocturnes par exemple.

4° LES ORGANES DE POLICE ADMINISTRATIVE

a) Les autorités de Police administrative :

- sur le plan national : le gouvernement et particulièrement le Ministère de l'Intérieur.
- sur le plan régional : les préfets et sous-préfets
- sur le plan communal : le Bourgmestre.

b) Les auxiliaires de Police administrative :

- les Forces Armées : Il s'agit de la gendarmerie et de l'Armée qui, pour le maintien de l'ordre, n'interviennent en principe que sur réquisition des autorités de police administrative.
- la Police Communale : intervient sur ordre du Bourgmestre

c) Mode d'intervention

Les autorités de police administrative interviennent

- par voie d'arrêts et de règlements
- par la prise de mesures préventives
- par la réquisition de la force armée afin de faire maintenir l'ordre et la paix publique, et éventuellement de les faire rétablir.

Les auxiliaires de police administrative interviennent :

- en veillant à l'exécution des mesures prises par les autorités de police administrative.
- en exécutant les réquisitions ou les ordres émanant de ces autorités.
- en intervenant d'office dans les cas prévus par la loi.

Quelques exemples d'actes de Police administrative :

- (1) Le Ministre de l'Intérieur craints des troubles dans certains endroits du pays:
il prend un arrêté interdisant jusqu'à nouvel ordre, les rassemblements, les cortèges, la voie publique.
La gendarmerie requise, exécute alors des services de

Traduit

Fiches de Police adm

① Déjà imprimées et à photocopier

- 1° - l'Immigration - conditions d'entrée et de sortie - Séjour des étrangers. (320 copies)
- 2° - les documents de voyage (320 copies)
- 3° - les troubles à l'ordre public

② Manuscrits à imprimer et à photocopier (320 copies)

- 1° Contrôle des délits de boissons
- 2° les accidents - homicides coups et blessures involontaires
- 3° les opérations funéraires -

Total 6 fiches

Luhengeri le 8/03/1995

CPT 0001/227 N

surveillance et empêche ainsi que cette interdiction soit transgressée.

- (2) Deux gendarmes en service, rencontrent une personne ivre sur la voie publique. Cette personne peut provoquer un accident. Pour prévenir cet accident, les gendarmes emmènent l'individu ivre et l'incarcèrent pendant une durée maximum de 12 heures.

Traduit

OUATTARA N'GOLO Instructeur

MINUAR - CIV POL

...

...

...

RÉGIME DES BOISSONS ALCOOLIQUES:

Le régime des boissons alcooliques est réglementé par une loi du 13 mars 1970 modifiée par un décret-loi n° 20178 du 14/08/1978.

Ce texte donne certaines définitions des boissons :

- Boissons distillées : ce sont des boissons contenant de l'alcool de distillation.
- Boissons fermentées : ce sont des boissons contenant exclusivement de l'alcool de fermentation sans qu'il soit tenu compte des minimes quantités d'alcool de distillation qui y ont été ajoutées pour en assurer la conservation.

I. RÉGLEMENTATION.

- L'importation, la fabrication, l'installation, la détention, la cession, la vente et l'achat d'appareils à distiller sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre des Finances ou de son délégué.
- L'importation, la vente et le débit dans les lieux publics ou accessibles au public et dans les cercles privés de boissons alcooliques distillées ou fermentées ne sont autorisés que sous couvert d'une des licences suivantes :

1°) Licence Modèle A.

Licence d'importateur et de négociant qui confère le droit d'importer et de vendre toutes boissons alcooliques, à condition que la vente se fasse par bouteilles ou récipients munis de leurs fermetures d'origine.

En aucun cas, la consommation ne peut être autorisée sur place.

2°) Licence Modèle B.

Licence de détaillant qui confère exclusivement le droit de vendre toutes boissons alcooliques à condition que la vente se fasse également par bouteilles ou récipients munis de leur fermeture d'origine. La consommation sur place ne peut être autorisée.

Traduit .../...

3°) Licence Modèle C.

Licence de détaillant qui confère le droit de vendre uniquement les boissons alcooliques fermentées à condition que la vente se fasse également par bouteilles ou récipients munis de leur fermeture d'origine. La consommation sur place ne peut être autorisée.

4°) Licence Modèle D.

Licence de débitant de boissons alcooliques fermentées, conférant le droit de débiter pour la consommation de toutes boissons alcooliques distillées ou fermentées.

5°) Licence Modèle E.

Licence de débitant de boissons alcooliques, conférant le droit de débiter pour la consommation des boissons alcooliques fermentées uniquement.
Le débit de boissons de fabrication coutumière n'est pas soumis à cette licence.

6°) Licence Modèle F.

Licence conférant le droit que donne la licence modèle D, c'est-à-dire celui de débiter toutes boissons alcooliques mais pour une durée réduite, c'est-à-dire le temps d'une foire, d'une fancy fair, d'une Kermesse, d'une exposition ou d'une manifestation analogue. Sa validité ne pourra dépasser 30 jours.

7°) Licence Modèle G.

Licence de cercle privé qui confère le droit de débiter toutes les boissons alcooliques pour la consommation dans ce cercle.

Sont autorisés sans licence :

- l'importation des vins de messe;
- les débits de boissons alcooliques dans les mess et cantines à l'intérieur des camps militaires de gendarmerie et de la Police Nationale.

Le prix des licences est fixé comme suit :

- licence modèle A 30.000 F.
- licence modèle B 25.000 F.
- licence modèle C 7.500 F.
- licence modèle D 15.000 F.
- licence modèle E 4.000 F.
- licence modèle F 1.000 F.
- licence modèle G 20.000 F.

La licence est personnelle et est établie au nom de l'importateur ou de l'exploitant

II. SANCTIONS.

L'importation, la vente ou le débit de boissons alcooliques sans licence ou avec une licence qui ne correspond pas à l'opération effectuée, la communication de renseignements erronés dans la demande de licence, l'importation, la fabrication, l'installation, la détention, la cession, la vente et l'achat d'appareils à distiller sans l'autorisation préalable ainsi que toutes autres infractions à la présente loi sont punies d'une amende de 1000 à 30.000 F.

Si le contrevenant s'est livré au débit de boissons alcooliques sans être muni de la licence couvrant l'opération exécutée.

- Ont qualité pour constater les infractions à la présente loi, les bourgmestres dans leurs propres communes, tous les officiers de Police judiciaire, les contrôleurs de douanes dans l'ensemble du territoire et les fonctionnaires des douanes dans le ressort du bureau où ils sont affectés.

Police administrative
Instructeur : Ouattara
N'golo

CONTROLE DES DEBITS DE BOISSONS

Les dangers de l'alcoolisme ont incité les gouvernements à réglementer les débits de boissons et à en limiter le nombre. C'est pourquoi l'ouverture, le transfert ou la mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant d'une exploitation de boissons ou d'un restaurant vendant ou non des boissons alcooliques aux repas sont soumis à une autorisation préalable du Ministre de l'intérieur ou généralement de son délégué - préfet - bourgmestre.

Les débitants de boissons doivent être de bonne moralité (bonne vie et mœurs) ne pas avoir été l'objet de certaines condamnations et en général de la nationalité de l'Etat où ils sont établis.

Ils est interdit aux débitants de boissons de :

- servir à boire à des gens manifestement ivres
- recevoir des gens en état d'ivresse
- servir des alcools et liqueurs alcooliques à des mineurs de moins de 18 ans,
- servir à boire jusqu'à l'ivresse à des mineurs de moins de 18 ans
- recevoir des clients en dehors des heures d'ouverture
- employer dans les débits à consommer sur place, des femmes de moins de 18 ans, à l'exception de celles appartenant à la famille du débitants.

Tout débitant de boissons à consommer sur place est tenu d'afficher, à la vue des clients et du public, les textes sur la police des débits de boissons et le prix des consommations.

- gendarmes et policiers ne peuvent en principe, pénétrer dans les débits de boissons que s'ils sont appelés pour constater une infraction ou pour l'un des motifs suivants :
- défaut d'autorisation d'ouverture;
- intervention en cas de rixe entre consommateurs;
- tapage nocturne;
- ouverture ou fermeture en dehors des heures légales - ces heures font l'objet d'un arrêté du préfet ou du bourgmestre dans leurs circonscriptions administratives respectives;
- enquête lorsqu'un individu, trouvé en état d'ivresse sur la voie publique vient de consommer dans l'établissement.

Traduit



UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

Police administrative

Instructeur : OUATTARA N'GOLO

LES ACCIDENTS

(Homicides, coups et blessures involontaires)

Etant constamment en contact avec les usagers de la route, les gendarmes sont souvent amenés à constater des accidents ayant causé la mort ou blessures aux particuliers. Il importe donc que tout agent de la sécurité publique sache ce que recouvrent les notions d'homicide et de coups et blessures involontaires, de même que la conduite à tenir s'il constate de tels faits :

I. Eléments constitutifs de l'homicide involontaire et des blessures involontaires :

Ils sont au nombre de trois:

- 1° Un fait matériel ayant causé la mort ou les blessures
- 2° Une faute imputable à l'auteur, ayant pour origine la maladresse, la négligence, l'inattention ou l'inobservation des règlements
- 3° Une relation de cause à effet entre la faute et l'homicide ou les blessures. La faute doit être la cause du préjudice subi.

II. Conduite à tenir en cas d'accident de la circulation

- Alerter la permanence de la Brigade
 - Prévenir le service ambulancier de l'hôpital ou de la commune s'il y a des blessés signalés
 - Se transporter sans délai sur les lieux avec le personnel nécessaire
- Sur les lieux et sur la direction d'un OPJ ou de l'officier de permanence;
- assurer les premiers soins et l'évacuation des blessés
 - assurer l'ordre en organisant un service de circulation
 - relever le nom et l'adresse des témoins
 - procéder aux constatations suivantes :
 - l'état de lieux
 - les véhicules
 - les traces
 - les victimes
 - les témoins
 - les conducteurs

De retour à la brigade, inscrire l'intervention sur le registre de main courante du poste.

L'OPJ ou l'officier de permanence ayant procédé aux constatations rédigés son rapport destiné au commandant de brigade. Le commandant de brigade adresse un compte-rendu au Procureur de la République, au Prefet ou au Sous-prefet, et au bourgemestre en indiquant en particulier:

- date et heure de l'accident
- lieu exacte
- nature de l'accident : corporel (mort-blessé) ou matériel
- véhicules en cause
- identité des victimes : lieu d'évacuation
- mesures prises

De même, en appui au rapport dressé par l'OPJ ou l'officier de permanence, le commandant de brigade établit une procédure comprenant :

- date et heure de l'accident
- lieu exacte
- nature de l'accident : corporel (mort-blessé) ou matériel
- véhicules en cause
- identité des victimes : lieu d'évacuation
- mesures prises

De même, en appui au rapport dressé par l'OPJ ou l'officier de permanence, le commandant de brigade établit une procédure comprenant :

- le rapport d'accident
- le procès-verbal de constat d'accident
- le plan des lieux et les photographies
- les déclarations des conducteurs et des victimes
- l'audition des témoins
- éventuellement, le procès-verbal de confrontation
- les rapports d'examen médico-légal concernant les victimes et techniques sur les véhicules.

L'auteur de l'accident est gardé à vue pendant les auditions; en principe, il ne devra être déféré que après avis au Procureur de la République. Le permis de conduire est saisi contre reçu.

Dispositions particulières à prendre :

Les bagages des piétons cyclistes et automobiles etc., seront mis en dépôt au commissariat de police après inventaire dressé sous la respectabilité du chef de poste.

Après le constat, la chaussée sera dégagée et en attendant leur dépannage, les véhicules rangés sur le bas-cote.

Les gendarmes, sauf s'il s'agit de véhicule de l'Etat, n'ont pas à en assurer la garde.

3
QUATTARA N'GOLO

CIV POL

Cours du 29/08/1994

TROUBLES A L'ORDRE PUBLIC.

C.R.U. N° 111/29 du 31/01/1959.

1°) Définition :

L'attroupement est un rassemblement de personnes sur la voie publique, de manière illégale, susceptible de troubler la paix publique et qui refuse de se disperser après les sommations des autorités.

2°) Conditions :

Pour qu'il y ait attroupement, il faut :

a) que le rassemblement des personnes soit illégal.

Ce sera par exemple le cas d'une manifestation interdite ou non déclarée, d'un cortège autorisé mais qui modifie le parcours imposé ou qui ne se disloque pas à l'endroit prévu;

d'une réunion publique sans bureau ou dont le bureau a disparu ou à l'intérieure de laquelle s'exercent des violences graves;

d'un rassemblement armé sur la voie publique ou simplement un rassemblement spontané susceptible de troubler la paix publique;

b) que des sommations aient été faites par les autorités qualifiées

(Préfets - Bourgmestres - C.B. Gendarmerie) ou tout autre O.P J.

Les sommations, pour être légales doivent revêtir une certaine forme et un cérémonial.

3°) Les différentes formes d'attroupement.

a) Attroupement armé : l'attroupement est dit armé si dans le groupe, une ou plusieurs personnes sont porteuses d'armes apparentes ou cachées.

b) Attroupement non armé : aucun des individus n'est porteur d'une arme.

.../...

Traduit

4°) Forme et cérémonial des sommations.

L'autorité chargée de faire disperser un attroupement doit porter une écharpe aux couleurs nationales ou les insignes de sa fonction ou être en uniforme.

La sommation varie selon qu'il s'agisse d'un attroupement armé ou d'un attroupement non armé.

a) Sommation en cas d'attroupement armé :

L'autorité fait deux sommations, intercallées par un son de tambour ou une sonnerie de clairon. Avant cette formalité, l'arrivée de l'autorité est annoncée. Si l'attroupement persiste, il est fait usage de la force.

b) Sommation en cas d'attroupement non armé :

L'autorité exhorte d'abord la foule à se disperser. En cas d'insuccès, trois sommations précédées chacune d'un nouveau roulement de tambour, sonnerie de clairon ...

c) Formule de la sommation :

"Obéissance à la loi, que les bons citoyens se retirent, on va faire usage de la force".

5°) Sanctions.

L'ordonnance du Rwanda-Urundi du 31/01/1959 dispose :

"Lorsqu'il y aura des raisons de craindre que la tranquillité publique soit troublée, l'administrateur territorial pourra, par des avis affichés, aux principaux passages, interdire dans une agglomération ou dans toute localité qu'aura désignée le Gouverneur de province, les rassemblements de plus de 5 personnes."

"quiconque aura contrevenu à cette défense sera puni d'un emprisonnement de 7 jours au maximum et d'une amende de 5 à 50 F ou d'une de ces 2 peines seulement".

LES MANIFESTATIONS

Dans la rubrique des manifestations on regroupe : les cortèges, défilés et rassemblements, les réunions.

1°) Les cortèges, défilés et rassemblements supposent un déplacement sur la voie publique, tandis que les réunions sont immobiles.

Toutes les manifestations sur la voie publique, autres que les réunions, sont soumises à l'obligation préalable soit d'une autorisation, soit d'une déclaration. Toutefois dans la plupart des cas, on dispense de cette déclaration les sorties sur la voie publique, conformes aux usages locaux.

Les manifestations sur la voie publique peuvent être interdites par le Ministre de l'Intérieur, le Bourgmestre ou toutes autres autorités qualifiées lorsque ces autorités estiment que l'ordre public peut être troublé.

SANCTIONS

* Manifestations interdites : On peut relever contre les participants

+ les contraventions pour :

- infraction à l'arrêté d'interdiction
- tapage ou attroupement injurieux
- refus de circuler
- jet de pierres ou autre corps dur contre les maisons et édifices
- jet de corps dur sur une personne
- rixes, violences, voies de fait
- dommage volontaire à la propriété mobilière d'autrui.

+ les crimes et délits qu'ils ont pu commettre personnellement (rebellion, outrages, coups et blessures ...)

On peut relever aussi contre les organisateurs :

- déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur les conditions de la manifestation projetée;
- envoi de convocation à prendre part à une manifestation et ce, avant la déclaration ou après l'interdiction.

.../...

* Manifestations non déclarées : Pour les participants, aucune sanction n'est prévue, mais on peut relever contre eux les crimes, délits et contraventions qu'ils sont pu commettre personnellement.

Pour les organisateurs, ils sont punissables dans les mêmes conditions que pour l'organisation d'une manifestation interdite.

Une manifestation interdite ou non déclarée constitue un attroupement et de ce fait, peut être dispersée par la force. x 43

2°) Les réunions :

Définition : une réunion est un rassemblement momentané de personnes en un lieu donné dans un but déterminé.

On distingue 2 sortes de réunions :

- des réunions privées et les réunions publiques.

- Réunions privées : ce sont les réunions dont l'accès est strictement réservé aux personnes munies d'une invitation personnelle ou d'une carte individuelle exigée à l'entrée.

- Réunions publiques : ce sont les réunions dont l'accès est libre et ouvert à tout le monde. On distingue :

+ les réunions organisées dans les lieux publics ou divers (cinéma ou cour d'une concession ... En général, elles sont libres mais certains pays exigent une déclaration ou une autorisation préalable

Elles peuvent se prolonger jusqu'au delà de 23 heures.

Un bureau de 3 membres doit être constitué pour maintenir l'ordre en cas d'incident. Le droit d'entrée et de choisir sa place est prévu pour un fonctionnaire représentant le Gouvernement.

+ les réunions sur la voie publique : aucune formalité particulière n'est prévue.

3°) Port d'arme au cours d'une réunion ou d'une manifestation sur la voie publique

Le port d'arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique, au cours d'une réunion ou d'une manifestation sur la voie publique est un délit spécial.

Par arme, il faut entendre, toutes machines, tous instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants.

On distingue :

- les armes par nature : fusils - revolvers - pistolets - poignards - lances - machettes ou coupe-coupe.
- les armes par l'usage qui en est fait : ce sont des objets courants, détournés de leur destination normale et pouvant occasionnellement servir d'armes (couteaux de poche, ciseaux, bâtons, pierres, pelles, pioche, marteaux etc...

Intérêt de la distinction : l'intérêt de la distinction réside dans l'établissement de la preuve.

Celui qui détient une arme par destination c'est-à-dire un objet détourné de sa destination normale, n'est réputé que si son intention de s'en servir comme arme est établie.

Lorsque la Gendarmerie possède des informations lui permettant de penser que des manifestants sont porteurs d'armes cachées, la palpation sur place des participants est légitime pour découvrir et éliminer les porteurs d'armes.

Aucune autorisation ne peut justifier le port d'une arme au cours d'une réunion ou d'une manifestation.

Les Recherches des Personnes signalées

I. Généralités

La Gendarmerie participe à la recherche des individus identifiés que des investigations immédiates n'ont pas permis de découvrir.

II. Les Recherches Spéciales :

Elles tendent à la découverte d'un individu déterminé et sont menées de façon continue sur tout le territoire et sous la responsabilité d'un officier centralisateur et directeur des Recherches (O.C.D.R) qui est habilité à faire appel à toutes les unités de Gendarmerie dont il estime le concours nécessaire.

III. Le Contrôle des Personnes auprès du Fichier Central :

Il tend à la découverte de tous les individus recherchés ou à surveiller.
Tout individu recherché fait l'objet d'une fiche de recherche classée:

- Dans le Fichier de renseignements des Brigades :
 - De son lieu de naissance
 - De son dernier domicile
 - De tous les lieux où il a des attaches
- Au Fichier central de la Gendarmerie à Kigali

IV. Examen de situation:

Qui ? Au cours des services que vous effectuez

Vous devez: - Détecter toute nouveau passant ou venant résider sur votre circonscription

- Relever son identité
- Vérifier s'il elle fait l'objet ou non de recherches

Toute personne détectée est à considérer comme:
nouveau résident ou Passager

a) Est nouveau résident:

- Toute personne résident dans la circonscription qu'elle y soit née ou pas, mais n'ayant pas encore été identifiée par la Brigade.
- Toute personne se fixant dans la circonscription d'une façon définitive ou temporaire.

b) Est Passager:

- Toute personne passant dans la circonscription
- Toute personne séjournant moins de trois mois dans la circonscription.

Nota: Une personne qui acquiert ou prend un bail de longue durée une résidence secondaire, est considérée comme nouveau résident, même si elle occupe cette résidence épisodiquement (moins de trois mois dans l'année)
Les personnes faisant partie de cette catégorie en voie d'expansion constante sont appelées des résidents non permanents.

ECOLE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE

MORALE ET INSTRUCTION CIVIQUE

INSTRUCTEUR : DIAKITE

MORALE : Qualités morales et devoirs du gendarme.

Leçon n°1 : Qualités du gendarme.

Le gendarme est un militaire dont les hautes qualités morales constituent son seul instrument de travail pour effectuer ses missions.

En effet, la gendarmerie est une famille qui, grâce à l'éducation intransigeante et rigoureuse de ses membres, a su maintenir une certaine image de correction, d'abnégation, de loyalisme et d'intégrité dans tous les temps et en tous lieux.

Corps d'élite, la gendarmerie est ainsi constituée de personnels dotés d'une moralité sans reproche.

Les supports essentiels de cette bonne moralité sont :

-La correction : la correction dans la tenue, la correction dans la conduite, la correction dans l'exécution et la manière de servir, voilà quelques qualités morales que les formateurs de gendarmes injectent dans l'esprit de leurs jeunes recrues, afin qu'à maturité, le résultat soit un contingent d'hommes intègres, prêts à se sacrifier pour le devoir patriotique.

-l'abnégation: Le don de soi, le sacrifice, la retenue et le sang-froid sont des éléments nécessaires à la formation du caractère du gendarme. Pendant la durée de sa carrière, celui-ci sera en effet constamment confronté à des situations dans les quelles sa responsabilité personnelle, l'initiative et la retenue lui permettront en définitive d'aboutir à un résultat honorable.

-Le Loyalisme: "La gendarmerie sert la République et non les régimes", disait Napoléon. Serviteurs du peuple, gardiens des institutions de la République, les gendarmes restent soudés aux bons citoyens qu'ils protègent et assurent de leur fidélité.

-L'intégrité: La formation du gendarme lui procure une protection morale suffisante contre la corruption, la faiblesse et les tentations. La taille et l'importance des responsabilités qui repose sur le gendarme exigent de lui une élévation optimale de son aptitude à s'élever au-dessus de tout virement vers la déviation de la déontologie si chère au service de son arme.

traduit

-Le patriotisme: La patrie est la finalité du service à la gendarmerie. Le gendarme est tout un citoyen, et en tant que tel, il a des devoirs envers le pays qui l'a vu naître et en retour qu'il doit aimer, défendre contre toutes menaces, qu'elles soient intérieures ou extérieures.

Etre gendarme donc, c'est accepter d'être différent des autres militaires car c'est accepter de servir toujours avec une moralité sans reproche.

traduit

175 copies

FICHE TECHNIQUE DE PREPARATION
INSTRUCTEUR

Cne de Gendarmerie

SANOGO ALASSANE.

SERVICE EN BRIGADE

LA BRIGADE : 1ère Leçon

CIRCONSCRIPTION - EFFECTIFS - MOYENS

Cellule organique de l'armée, la brigade est la plus petite unité ayant un chef responsable à sa tête. A son personnel incombe la presque totalité des missions confiées à la gendarmerie, seule responsable de la sécurité publique pour 95% du territoire.

La brigade type est la brigade territoriale (BT). Implantées en une gigantesque toile d'araignée sur tout le territoire, les B.T exercent "Une surveillance continue et répressive qui constitue l'essentiel de leur service" (Décret du 20 Mai 1903, art 1).

A) - HISTORIQUE SOMMAIRE

- Avant 1921:
brigades à cheval de 5 hommes
brigades à pied de 4 hommes
effectifs plus importants dans les grands centres.
- A partir de 1921 : Toutes les brigades sont portées à 5 hommes.
- De 1932 à 1937:

Transformation progressive, en métropole, des brigades à cheval en brigades à pied.
- A partir de 1950 :
motorisation et équipement moderne de transmissions généralisées dans les brigades;
Extension de brigades motocyclistes devenues pelotons motorisés, création des unités d'autoroute;
Restructuration de l'implantation des unités pour adapter la gendarmerie à l'évolution générale du pays.
- A partir de 1982:

L'effectif minimum d'une B.T. passe de 5 à 6 hommes.

- A partir de 1990 :

L'effectif d'un certain nombre de brigades très chargées est augmenté suivant un plan échelonné sur quatre ans-

b) CIRCONSCRIPTION

I) - DEFINITION

La circonscription (ou assiette) d'une brigade est la zone dans laquelle s'exerce sa compétence-

II) - EVOLUTION DE LA NOTION DE CIRCONSCRIPTION

Jusqu'à une date récente, la brigade s'identifiait au canton. Ce principe qui posait la coïncidence systématique de la circonscription de la brigade aux limites administratives du canton, est abandonné.

Une brigade peut recouvrir:

- un ou plusieurs cantons;
- une partie d'un canton;
- des parties de plusieurs cantons;

Il est à noter qu'une commune n'est jamais partagée entre deux brigades.

cette implantation est fondée sur deux principes;

- le maintien du quadrillage;
- la rapidité d'intervention.

1) Le maintien du quadrillage:

Pour assurer ses missions et en particulier la mission permanente du Renseignement, la gendarmerie doit conserver un contact étroit avec la population afin d'en avoir une parfaite connaissance.

2) La rapidité d'intervention

Parce qu'il n'est pas concevable que les gendarmes arrivent les derniers sur les lieux où leur intervention est "urgente et nécessaire" (accidents corporels, crimes, secours divers). Ces deux principes posés - l'implantation des brigades est fonction d'un certain nombre de facteurs.

3) Facteurs déterminants dans l'implantation des brigades

L'implantation d'une brigade dépend de quatre facteurs principaux:

- 1) - La population:
 - Le nombre d'habitants
 - La nature de la population (ouvrière, agricole, groupée ou dispersée, stable ou instable, flottante).

- 2) - La superficie.
- 3) - Les communications, (afin d'assurer "la sûreté des voies de communication " un facteur devant être étudié de près par la gendarmerie).
- 4) - La situation géographique et économique:
 - Le relief pour la nature de la brigade
 - Les grandes agglomérations ou les cités dortoirs (zones favorables à la criminalité et à délinquances juvénile B.T Urbaines et suburbaines).
 - Les lieux de vacances et les zones de migration.
 - Les zones frontalières.

IV) - Appellation de la Brigade:

Elle porte le nom de la localité dans laquelle elle est installée.

C) - EFFECTIFS -

I) - Principe de détermination des effectifs:

Une surveillance est convenablement assurée si les rapports sont voisins de:

- 1 gendarme pour 1.200 habitants en zone exclusivement gendarmerie.

- 1 gendarme pour 6000 habitants en zone étatisée mais ce rapport est difficile à harmoniser, et il pourrait être envisagée: 1) la suppression d'une brigade pour une économie du personnel lorsque la densité est moindre, ce qui présente deux difficultés:

L'augmentation trop importante des délais d'intervention du personnel;
L'opposition farouche des élus locaux et de la population.

2) La création d'une nouvelle brigade lorsque la population est nombreuse, mais là, on se heurte au problème d'insuffisance des effectifs.

II) - Effectifs réalisés :

- Les effectifs des brigades se situent entre 6 et 46 sous-officiers.

- Détachement des gendarmes auxiliaires: certaines brigades territoriales ne disposant pas d'un effectif suffisant pour faire face aux servitudes, peuvent être renforcées par des gendarmes auxiliaires.

III) - Commandement:

La brigade est commandée par un gradé:

Le Commandant de brigade est assisté par:

- Un ou plusieurs gradés (Unités à gros effectifs)
- Un gendarme adjoint (Unités commandées par un maréchal des logis-chef)

D) - Moyens Matériels :

Ne sont données dans le cours que des notions générales -

I) - Moyens de transport : 1 à 7 véhicules selon l'effectif.

1) - La voiture automobile :

Trois types de voiture routière de brigade sont en dotation:

- Renault Trafic aménagé (VRBCM) (remplacé peu à peu par des Renault Nevada Break)
- Renault CLIO (VRB PC) remplaçant les 4L.
- 2) Cyclomoteurs et vélomoteurs

II) - Les Transmissions:

- le téléphone
- la radio
- saphir
- Déviateurs d'appel.

III) Armement :

- PA : 1 par militaire
- Fusil: 1 à 27 selon l'importance de l'unité.
- P.M: 2 à 28
- F.M: 1 par brigade jusqu'à effectif 29. 2 au delà.

Ces armes comprennent les effets d'équipement correspondants.

IV) - Matériel Spécial Gendarmerie :

1) - Matériels traditionnels:

- lots de barrages routiers (pas dans toutes les brigades)
- lots individuels d'équipement police de la route.
- lot de sécurité et de signalisation : triangles de sécurité, équipements réfléchissants, projecteurs de barrage.
- lot de matériel photo.
- Brassard d'OPJ.
- Machines à écrire : de 4 à 20 suivant les effectifs
- Photocopieurs.
- Gilet de protection pare-balles modèle G.D (2 par brigade)
- Menottes automatiques avec chaîne de conduite (nombre égal à l'effectif).
- Conteneurs individuels lacrymogènes.

2) - la bureautique brigade avec l'application informatique en cours d'évolution.

V) - Matériels divers :

Les brigades disposent également de matériels et

équipements spéciaux concernant :

- l'optique (boussoles, jumelles)
- les armes spéciales (ANP)
- le matériel de génie
- le service de santé
- le chiffre
- le conchage (permanence, chambre de sûreté)
- les techniques particulières : motos, vedette, montagne
- l'éclairage : groupe électrogène, lampes de secours..
- le mobilier des bureaux et magasins.

Les moyens sont importants et variés, encore faut-il savoir et vouloir les utiliser pour obtenir le meilleur rendement.

E) - Brigades d'un type particulier

La brigade de gendarmerie classique est la brigade territoriale, mais il existe des brigades spécialisées bénéficiant ou non d'une compétence territoriale plus étendue. Elles exercent leur action dans des domaines particuliers=

- Poste de gendarmerie départementale (avec des postes permanents ou des postes provisoires).
- Brigade de recherche
- Brigade de montagne
- Brigade de motocycliste
- Brigade dotée de moyens spéciaux.

CONCLUSION

Toutes les brigades, organisées selon les principes que nous venons de voir, sont des cellules, apparemment semblables. Elles ont en fait, chacune, leur personnalité propre qui découle de deux facteurs principaux:

- Le lieu de leur implantation,

- La valeur du personnel, et surtout du Commandant d'Unité qui les composent.

Les moyens dont elles disposent permettent, aux gendarmes d'accomplir leurs missions avec le maximum d'efficacité.

350

COURS DE DROIT PENAL SPECIAL

Professeur : CHRISTOPHE BIZIMUNGU

ECOLE DE GENDARMERIE NATIONALE

ISOMO RY'AMATEGEKO AGENGA IBYAHA

N'IBIHANO BYABYO

Umwarimu : CHRISTOPHE BIZIMUNGU

ISHURI RYA JANDARUMERI Y'IGIHUGU

1994 - 1995

I N T E R U R O

Iyi "Syllabus" ikubiyemo isomo ry'amategeko agenga ibyaha n'ibihano byabyo.

Ni isomo nateguriye abanyeshuri ba "Gendarmerie" y'igihugu, kugirango rizabafashe kuzakora neza umurimo bashinzwe.

Ariko iyi "Syllabus" ishobora kugirira akamaro buri wese ukora akazi ka O.P.J. cyangwa se ukora mu zindi nzego z'ubucamanza. Uretseko umuntu uzasoma ibikubiyemo kandi atarakurikiye amasomo nk'uko nayigishije mw'ishuri rya Gendarmerie, ashobora kugira utubazo duto duto kubera yuko ibisobanuro byinshi ari ibyatanzwe mw'ishuri.

Ikindi nongeraho n'uko bidashoboka kwiga ibyaha byose byateganijwe n'amategeko yo mu Rwanda. Nibanze cyane ku byaha bikomeye bikunze gukorwa mu mibereho ya buri munsu. Kandi umuntu aramutse asobanukiwe neza ibyaha bikubiye muri iyi "Syllabus", byamufasha kwumva n'ibindi byaha bitarimo.

Icyo nyuma, ndasaba abazasoma iyi "Syllabus" kuzihanganira ikinyarwanda kidafututse nakoresheje. Impamvu n'uko ibitabo byose nashoboye kubona kuri iri somu byanditse mu gifaransa ; bikaba byarangoye guhindura nk'uko bikwiye mu rurimi rwacu. Ingaruka n'uko ibitekerezo bimwe na bimwe bishobora kudasobanurwa neza cyane, ariko muri rusange ibya ngombwa bisobanuye kuburyo byumvikana.

Christophe Bizimungu

IBIKUBIYEMO

INTRODUCTION

Igice cya 1. IBYAHA BIKORERWA KU BANTU

Umutwe wa I. UKWICA

Icyiciro cya 1. Ukwica Kubushake

1. Ubwicanyi
2. Ubuhotozi
3. Ubwica-mubyeyi
4. Uguhekura
5. Kuroga

Icyiciro cya 2. Ukwica (no gukomeretsa) utabishaka

Umutwe wa II. KUBABAZA UMUBIRI W'UNDI KUBUSHAKE

1. Gusambanya kugahato
2. Guhutaza umuntu
3. Gukomeretsa no gukubita

Umutwe wa III IBYAHA BIKOREWE UBWISYIRE UKIZANA
BWA BULI MUNTU

1. Gufata, gufunga cyangwa gutwara umuntu kurugomo
2. Kwinjira munzu, uyituyemo atabishaka

Umutwe wa IV. IBYAHA BIKOREWE AMIFATO MEZA

1. Ibyaha by'itera-soni
2. Ugukora itera-soni mu ruhame
3. Kwerekana ibiteye isoni mu ruhame
4. Ubusambanyi n'ubuharike

Igice cya 2. IBYAHA BIKOREWE UMUTUNGO

Umutwe wa I. UBUJURA N'UBWAMBUZI

Umutwe wa II. UBURIGANYA

1. Ubuhemu
2. Ubwambuzi bushukana

Igice cya 3. IBINDI BYAHA

I. Ruswa

1. Kwakira ruswa
2. Gutanga ruswa

II Gukoresha nabi igitinyiro ufite

III Uguhishira undi ibyibano

IV Uguhishira umunyacyaha

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION	1
1ère Partie : LES INFRANCTIONS CONTRE LES PERSONNES	3
Chapitre I. LES HOMICIDES	3
Section 1. <u>Les homicides volontaires</u>	3
1. Meurtre	3
2. L'assassinat	4
3. Le parricide	4
4. L'infanticide	4
5. L'empoisonnement	4
Section 2. <u>Les homicides (et lésions corporelles) involotaires</u>	5
Chapitre II. LES LESIONS CORPORELLES	6
1. Le viol	6
2. Les violences et voies de fait	10
3. Les coups et blessures volontaires	10
Chapitre III. LES ATTENTATS A LA LIBERTE INDIVIDUELLE	13
1. L'arrestation, la détention et l'enlèvement arbitraires	13
2. La violation du domicile	14
Chapitre IV. LES INFRACTIONS CONTRE LES BONNES MOEURS	15
1. L'attentat à la pudeur	15
2. L'outrage public à la pudeur	15
3. L'outrage aux bonnes mœurs	16
4. L'adultère et la bigamie	17
2ème Partie : LES INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIETES	18
Chapitre I. LES VOLS et EXTORSIONS	18
Chapitre II. LES FRAUDES	18
1. L'abus de confiance	18
2. L'escroquerie	19
3ème Partie : QUELQUES AUTRES INFRACTIONS	19
I. La corruption	19
1. La corruption sous son aspect passif	19
2. La corruption sous son aspect actif	20
II. Le trafic d'influence	21
III. Le recel d'objets	22
IV. Le recel de criminel	22

NOTIONS DE DROIT PENAL SPECIAL.

INTRODUCTION.

1. Akamaro k'iri somo.

"Droit pénal spécial" ni isomo ryigisha amategeko agenga ibyaha n'ibihano byabyo.

Ubwo iryo somo rikaba rifite akamaro mu nzira ebyiri :

a) Rifitiye akamaro umunyeshuri ku giti cye bwite kuko rizamufasha kumenya imyifatire mibi agomba kwirinda bityo akazashobora kwifata neza mumibereho ye.

b) Iri somo kandi rifitiye akamaro igihugu cyose kubera izi mpamvu zikurikira :

Umu "gendarme" (O.P.J.) niwe ushinzwe umutekano w'abaturage. Niwe ushinzwe gutahura no gufata abagizi ba nabi, abakoze ibyaha. Birumvikana ko mu gihe atazi ibyo byaha, mu gihe atazi amategeko, ashobora gufatira abantu ubusa ugasanga bazira akarengane. Icyo gihe ugasanga abaturage binuba kandi batizera leta yabo, bigasa nka byabindi twahozemo kuva mu ngoma ya cyami kugeza ejo bundi muri Repubulika ya kabiri.

2. "Droit pénal special" bisobanuye iki ?

D.P.S. Ni amategeko agenga buri cyaha cyateganijwe n'amategeko n'igihano kigomba guhabwa uwakoze icyo cyaha. N'ukuvugako iri somo rigamiye kwigisha ibyaha, kimwe kimwe, uko giteye, ibya ngombwa kugirango kibeho, n'imiterere y'igihano cy'icyo cyaha.

3. Amagambo akunze gukoreshwa muri iri somo.

a) Infraction (icyaha).

Ni buri gikorwa cyangwa se kwifata bihanwa n'amategeko. Infraction, ntabwo ari buri gikorwa cyose kibi cyangwa se giteye isoni. Ni igikorwa cyangwa se kwifata, biba byanditse mu mategeko ahana, kandi ubikoze agahanwa igihano iki n'iki nacyo giteganijwe mu mategeko.

Kugirango icyaha (infraction) kibeho, hari ibigomba kuzuzwa, ari nabyo byitwa "éléments constitutifs de l'infraction". Iyo kimwe muri izo "éléments" kibuze, nta cyaha cyabaho n'ubwo icyo gikorwa cyaba giteye isoni gite.

b) éléments constitutifs de l'infraction.

Ibyo bya ngombwa kugirango icyaha kibeho, ni bitatu :

1° élément légal :

Bivuze yuko kugirango icyaha kibeho, kigomba kuba giteganijwe n'amategeko, byanze bikunze.

2° élément matériel :

Kugirango icyaha kibeho, hagomba kubaho cya gikorwa cyangwa se kwa kwifata bigize icyaha. Niba nta kintu cyakozwe icyaha cyabaho se gite ?

Kandi icyo gikorwa, nacyo kigomba kwigwa, kikamenyekana uko giteye, niba aricyo koko cyangwa se niba ari ikindi gisa nacyo: icyo gihe icyaha kikaba kitariho.

Mu magambo make : nta wahanirwa ibitekerezo bibi yagize kandi ntacyo yakoze.

3° élément moral :

Ni ukuvuga ko uwakoze, icyaha agomba kuba afite ikosa mumutwe we. Iryo kosa rigomba kuba ari iryo yakoze abizi nk'uko warasa umuntu ubishaka kandi uziko ari bibi. Nibyo byitwa "faute intentionnelle". Rishobora kandi kuba ari ikosa wakoze utabishaka, kubera uburangare, kudateganya cyangwa se kutagira ubwitonzi. **Urugero** : kwoza imbunda, ukibagirwamo isasu, ukarasa mugenzi wawe utabizi. Harimo uburangare nabyo ni ikosa. "Faute non-intentionnelle".

Buri cyaha gifite "élément moral" yacyo kuburyo iyo ituzuye, nta cyaha kiba gihari.

Izi éléments eshatu zose kandi, zigomba kuba zuzuye kugirango icyaha kibeho.

4. Plan du cours : (voir Table des matières).

1ère Partie : LES INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES =
IBYAHA BIKORERWA KU BANTU.

Chapitre I. LES HOMICIDES et LES LÉSIONS CORPORELLES.

Section 1. LES HOMICIDES VOLONTAIRES = UKWICA KUBUSHAKE.

Paragraphe 1. Le Meurtre = ubwicanyî.

"Meurtre" bisobanuye kwica umuntu kandi ubishaka.

A. Éléments constitutifs du meurtre = Kugirango ubwicanyî
bubeho.

1° Élément légal :

Art. 311 du Code Pénal Rwandais = (Art.311 CPR).
Ingingo ya 311 y'igitabu cy'amategeko ahana ivugako : "ukwica
umuntu ubishaka byitwa ubwicanyî".

2° Élément matériel = Igikorwa cyo kwica :

Kigomba kuba igikorwa gikozwe ku mubiri w'umuntu, bikamuviramo
gupfa. Nko ku mutera icyuma. Ntabwo ari igikorwa kimutera
agahinda n'ubwo ako gahinda kamwica. Gishobora kuba igikorwa
gikozwe limwe : nk'uko gutera icyuma, cyangwa se ibikorwa
byinshi kandi bitinze, wabishira hamwe bikazamuviramo urupfu.

3° Élément moral : faute intentionnelle :

Ni ikosa ryo kuba wishe umuntu kandi ubishaka, uziko umwishe.
Iyo ubikoze utabishaka, ntabwo ari meurtre, ni "homicide
involontaire".
Ubwo se ko kenshi iyo umuntu yishe abishaka, agomba kuburana
avugako atabishakaga, uzamenya ute ko yabishakaga kandi utari
mu mutima we ?

Ibi bikurikira bizagufasha kubimenya :

- Intwari yakoresheje : umuntu yatera undi icyuma cyangwa se
grenade ashaka kumukinisha ?
- Aho yateye cyangwa yakubise icyo kintu : watera umuntu
icyuma mumutima cyangwa se ukamukubita inyundo kumutwe
utagamiye kumwica ?
- Ingufu yakoresheje : wahura inkoni ku mutwe w'umuntu,
n'ingufu nyinshi nkushaka kwica inzoka, ukavugako
wamwifurizaga kuramba ?
- Imimerere y'uwo wishe : Ni nkuko wakubita urushyi indembe.

N.B. : Ibi bikurikira ntacyo bihinduye ku cyaha :

* Kwibesha k'uwo wica.
Urugero : ukica umugore wawe uziko wishe umusambanyi we.
Ntacyo bihinduye ku cyaha wakoze.

* Kwica umuntu ariwe wabigusabye (ex : euthanasie) ntabwo byatuma udahanwa.
* icyo warugamiye igihe wamwishe.
Ingero : imbabazi, uburakari, kwihorera, urukundo, ishyari.

Icyitonderwa.

Kugirango icyaha cyo kwica kibeho, ugomba kuba wishe umuntu muzima wamaze kuvuka, kandi ukiriho (utarapfa).

B. Régime répressif du meurtre = Igihano cy'ubwicanyi.

Art.311 "...bihanishwa igifungo cya burundu".

Art.317. Circonstances aggravantes : igihano kiziyongera :
"Ubwicanyi buzahanishwa igihano cyo kwicwa igihe buzaba bwabanjiliye, bwakoranywe cyangwa bwakulikiwe n'ikindi cyaha cy'ubugome.

Ni nako bizamera igihe ubwishi buzaba bwagambiliye ali ugutegura, gufasha cyangwa gukora icyaha, ali uguhunga cyangwa kuzitira imihanire ya bene icyaha cyangwa ibyitso byabo.

Paragraphe 2. L'assassinat = Ubuhotozi.

Ni ukwica umuntu byagambiliwe cyangwa byateguwe igico, byitwa ubuhotozi ; bihanishwa igihano cyo kwicwa.
(assassinat = meurtre avec préméditation ou guêt-apens).

Paragraphe 3. Le parricide = Ubwica-mubyeyi.

Art. 313 CPR : ni "Ubwicanyi bugiriwe umubyeyi w'umuntu (se cyangwa nyina) bihanishwa igihano cyo kwicwa".

Se cyangwa nyina bishobora kuba abamubyaye bitazwi na Leta, cyangwa abamubyaye bizwi mu mategeko cyangwa se abamubyaye bitwa "parents adoptifs" ni ukuvuga abiyemeje imbere y'amategeko kwitwa ababyeyi be kandi bataramubyaye.

Paragraphe 4. L'infanticide = Uguhekura.

Art. 315 CPR : "Byitwa uguhekura, ubwicanyi cyangwa ubuhotozi bigiriwe uruhinja mw'ivuka ryarwo cyangwa rukimara kuvuka, kubyita ubwicanyi cyangwa ubuhotozi bizaterwa n'uburyo byakozwe".

Paragraphe 5. L'empoisonnement = Kuroga.

Art. 315 CPR : Kuroga ni kugambilira ubuzima bw'umuntu umuha ibintu bishobora kwica bwangu cyangwa bitinze, hatagombye kwitegereza ibyakoreshejwe cyangwa uko byahawe nyili ukubigikirwa ni inkurikizi zabyo ; bihanishwa igihano cyo kwicwa.

Eléments constitutifs

a) Elément légal : art 315 CPR

b) Elément matériel.

Igikorwa cyo kuroga, ni uguha umuntu ibintu bishobora kwica, ibyo bintu bikaba byitwa uburozi.

Ni ukubimuha mu buryo ubwaribwo bwose :

ex. Kubimuha akabirya, cyangwa se akabinywa, cyangwa ukabimutera murushinge (injection) etc.

c) élément intentionnel : volonté de tuer.

Uwatanze ubwo burozi agomba kuba abutanze kandi azi neza ko ashaka kwica uwo abuhaye. Wamenya ute ko yashakaga kwica akoresheje ubwo burozi ? Wakwifashisha "qualité ou quantité du poison administré" Ni ukuvuga ingufu cyangwa se ubwinshi bw'uburozi yahaye uwo muntu.

ex. - "cyanure" (qualité)

- "50 comprimés de quinine" (quantité).

Hano birumvikanako uwatanze uburozi atabishaka, cyangwa se uwatanze uburozi bucyeye aziko budashobora kwica, ntabwo yahanirwa KUROGA kuberako atashakaga kwica, ariko yahanirwa ibindi byaha tuza kubona hanyuma.

Section 2. LES HOMICIDES (et les lésions corporelles)

INVOLONTAIRES = KWICA (cyangwa gukomeretsa)

UTABISHAKA.

A. Eléments constitutifs.

1° Elément légal : Art. 343 CPR

2° Elément matériel :

Igikorwa cyo kwica cyangwa se gukomeretsa gishobora kuba "acte positif" ni ukuvuga igikorwa runaka ; cyangwa kikaba "acte négatif" ni ukuvuga kwifata, kutagira icyo ukora kandi wagombaba kugikora (omission). Kandi uwo ubikoreye agomba gupfa cyangwa se agakomereka, ibyo bitabaye, nta cyaha cyaba gihari.

Urugero : Wogeje imbunda yawe, wibagiwemo isasu. Hanyuma imbunda irarashe utabizi, isasu riciye kwijosi rya mugenzi wawe ariko ntabwo rimukozeho. Icyo gihe ntabwo baguhanirako wishe cyangwa se wakomerekeje utabishaka. Kandi birumvikana ko ntawapfuye, nta n'uwakomeretse n'ubwo bwose uburangare bwawe bwari bugiye gutuma umuntu apfa.

Ikindi, ntibashobora kuguhanyira kuba wagerageje kwica (tentative de meurtre) kuberako udashobora kugerageza ikintu utashakaga, utanatekereje.

(La tentative d'homicide involontaire n'existe pas).

Ariko niba umuntu yapfuye cyangwa se yakomeretse, n'ubwo agakosa wagize kabiteye kaba gatoya cyane, ntibyatuma igihano kidatangwa. Iyo ntawapfuye, n'ubwo ikosa ryaba rinini cyane (très grave), nta gihano cyatangwa.

3. Elément moral :

Faute non-intentionnelle = Kwica utabishakaga.

Muri uko kwica utabishakaga, ugomba kuba wakoze ikosa.

Iryo kosa rishobora kugira isura zitandukanye, zikurikira :

- défaut de prévoyance ou de précaution : kudateganya.

- Négligence (insouciance ou manque de soin) : umwete muke,

- inattention : uburangare (guha umurwayi umuti udahuye
n'uwanditse na muganga)

- imprudence : ubwitonzi buke (ex : gutwara imodoka idafite
"frein"

- maladresse : uburyo buke (kurasa aho utagombaga kurasa)

- inobservation de règlement de police : kudakurikiza
amategeko.

Aya makosa yose agomba gukorwa ariko uwayakoze adafite
umugambi wo kugirira umuntu nabi.

B. Régime répressif = Ibihano.

Art. 344 CPR : "Umuntu wese uzaba yishe umuntu bimugwiririyeye
azahanishwa igifungo kuva ku mezi atatu kugera ku myaka ibili
n'ihazabu y'amafranga kuva ku gihumbi kugera ku bihumbi cumi".

Art. 345 CPR : "Iyo ubuteshuke bw'ubuteganye cyangwa
bw'ubwitegure bwatumye umuntu akubitwa cyangwa agakomereka,
nyili icyaha azahanishwa igifungo kuva ku minsi munani kugera
ku mwaka umwe n'ihazabu y'amafranga kuva kuli magana atanu
kugera ku bihumbi bitanu, cyangwa kimwe gusa muli ibyo
bihano".

Chapitre II. LES LÉSIONS CORPORELLES VOLONTAIRES = KUBABAZA UMUNTU KUBUSHAKE.

Section 1. LE VIOL = GUSAMBANYA KUGAHATO (Art. 360 CPR).

A. Eléments constitutifs.

- Elément matériel = conjonction sexuelle. (guhuza ibitsina).

- Absence du consentement de la femme (kudashaka kw'umugore).

- Intention coupable = (kubikora ubizi).

Paragraphe 1. Elément matériel.

a) L'acte matériel :

Introduction de l'organe génital de l'homme dans les parties
génitales de la femme.

Igikorwa cyo gusambanya ku ngufu kigomba kuba ukwinjiza
igitsina gabo mu gitsina gore.

Ikindi gikorwa icyaricyo cyose, n'ubwo cyaba giteye isoni gite, ntabwo cyakwitwa "viol".

Ingero :

- introduction du doigt ou d'un objet dans le sexe féminin ;
- introduction du sexe mâle dans l'anus.

Peu importe la jouissance. Il n'est pas non plus nécessaire qu'il y ait éjaculation. (Si ngombwa ko umugabo agera kucyo yari agamiye, icya ngombwa kugirango icyaha kibeho, n'uko yinjiza igitsina cye mu gitsina cy'umugore). Ariko mu gihe igitsina kitinjiye, kikagarukira hejuru, nta viol ihari.

Icyitonderwa :

Umugabo ashobora kuba yabigerageje ariko bikamunanira kubera impamvu zitamuturutseho. Icyo gihe byakwitwa "tentative de viol" (kugerageza gusambanya ku ngufu) kandi igihano ni kimwe.

b) Le coupable : L'homme.

Ni nde wakora icyo cyaha ? Ni umugabo.

Umugore ntashobora gusambanya kungufu. (Iyo yabikoze, byitwa ikindi cyaha kitari "viol").

Ariko umugore ashobora guhanirwa "complicité de viol".

Ni ukuvuga gufasha gusambanya kungufu mu gihe yafashije umugabo gufata undi mugore kungufu.

c) La victime : La femme.

Mu mategeko, ntawavugako basambanyije umugabo kungufu. Uwo bafata kungufu ni umugore gusa.

Uwo mugore wafashwe kungufu, agomba kuba ari umugore muzima, ni ukuvuga utarapfa. Uzasambanya intumbi y'umugore, ntazaregwa kuba yarakoze "Viol".

Ariko uwo mugore, yaba indaya, umukecuru, ikirongore, cyangwa se umusinzi, yaba mwiza cyangwa mubi, ntacyo bihinduye ku cyaha. Igihano ni cyakindi.

Paragraphe 2. L'absence du consentement de la femme.

Umugabo agomba gusambanya umugore kungufu kugirango icyaha kibeho. Ni ukuvuga ko umugore agomba kuba atabishaka.

Icyitonderwa :

Umugore agomba kuba atabishaka koko, uretse ibyo kwivugisha ahakana ko atabishaka kandi ubwo aba abishaka.

O.P.J. (Gendarmerie) agomba kumenyako abagore bakunze kubeshera abagabo ko babasambanyije kugahato kandi atariko byagenze.

Ibyo byatumye abantu benshi bazira akarengane, niyo mpamvu ba O.P.J. bagomba gukora "enquête" (investigation) ihagiye mbere yo kwemezako kanaka yasambanye kugahato.

B. Régime répressif = Ibihano (Art. 360 & 361 CPR).

Azahanishwa igifungo kuva ku myaka itanu kugera ku myaka cumi uzaba yasambanyije undi ku gahato. (Art. 360)
Iyo uwasambanyijwe ali umwana utaramara imyaka 16 y'amavuko, uwamusambanyije ku gahato azahanishwa igifungo kuva ku myaka cumi kugera kuli makumyabili.
Iyo ubusambanyi bwa kiboko buteye uwabugiliwe gupfa, nyili icyaha azahanishwa kwicwa.

Urwego ntarengwa rw'ibihano biteganijwe mu ngingo ya 360, ruzakubwa inshuro ebyili :

- 1° Iyo abakoze icyaha ali abakomokwaho n'umuntu wakoreweho icyaha.
- 2° Iyo bali mu rwego rw'abamutegeka ;
- 3° Iyo ali abamwigisha cyangwa abakozi be cyangwa abakozi b'abantu bavuzwe haruguru aha ;
- 4° Iyo icyaha cyakozwe n'abakozi b'igihugu, abahagarariye ubutegetsi cyangwa abahagarariye amadini, bishingikiliye iyo milimo yabo kugirango bagikore, cyangwa abaganga babaga, ababyaza babigiliye ku bantu bashinzwe kubw'umwuga wabo.
- 5° Iyo uwakoze icyaha yagifashijwemo n'umuntu umwe cyangwa benshi;
- 6° Iyo icyaha cyateye uwahohotewe kumererwa nabi bikomeye mu buzima bwe.

Chapitre III. LES ATTENTATS A LA LIBERTE INDIVIDUELLE = IBYAHA
BIKOREWE UBWISHYIRE UKIZANA BWA BULI MUNTU.

Section 1. L'ARRESTATION, LA DETENTION ET L'ENLEVEMENT
ARBITRAIRES = GUFATA, GUFUNGA NO GUTWARA UMUNTU
KURUGOMO.

A. Eléments constitutifs.

1° Elément légal.

Art. 388 CPR : "Azahanishwa igifungo kuva ku myaka itanu kugera kw'icumi, akoresheje ikiboko, ubushukanyi cyangwa ibikangisho, uzaba kurugomo, yatwaye cyangwa yatumye batwara, yafashe cyangwa yafatishije, yafunze cyangwa yafungishije umuntu uwo aliwe wese".

2° Elément matériel.

. Actes matériels.

- Enlèvement : gutwara umuntu kumuvana aho yarari.
- Arrestation : gufata cyangwa guhagarika umuntu, ukamubuza kugana aho ashaka.
- Détention : gufunga umuntu.
Aho abikoreye cyangwa igihe abikoreye, ntacyo bihinduye kucyaha.

. Moyens.

Uwakoze icyo cyaha, agomba kuba yakoresheje imwe muri izi nzira ziteganijwe n'amategeko :
- Violence : Kiboko : gukoresha imbaraga.
- Ruse : ubushukanyi cyangwa amayeri bituma uwo abikoreye adashobora gukoresha ubwenge bwe.
Urugero : umu "civil" wambara "uniforme" ya ba "gendarmes" kugirango afunge umuntu.
- menace : ibikangisho (iterabwoba).

3° Elément moral.

. Intention coupable.

Uwakoze icyo cyaha, agomba kuba yabishakaga. Mu gihe abikoze atabizi, nta cyaha cyaba gihari. Ariko mu gihe umuntu yakoresheje imbaraga, amayeri cyangwa iterabwoba, kenshi biba bigaragazako yarafite umutima mubi wo gukora icyaha. (intention coupables).

. Caractère arbitraire : ku rugomo.

Ni ukuvugako uwafashe, uwatwaye, cyangwa uwafunze umuntu agomba kuba yabikoze ku rugomo. Ibyo bivuzeko ashobora kuba yabikoreye kwihorera cyangwa umutima mubi, cyangwa kwishimisha, cyangwa se kubushake bwe gusa budafite aho bushingiye. (Vengeance, tyrannie, plaisir, sa seule volonté ou caprice).

B. Régime répressif :

S.P. 5 à 10 ans.

Circonstances aggravantes :

- Iyo umuntu watwawe, wafashwe cyangwa wafunzwe atarageza ku myaka 18 y'amavuko, igihano ntarengwa nicyo kizatangwa.
- Iyo igifungo cyangwa ugufungirana byarengeje igihe, cy'ukwezi, igihano cy'igifungo gishobora kugezwa ku myaka 20.
- Iyo habaye urugomo rw'urugaraguro (tortures corporelles), uwakoze icyaha azahanishwa igifungo cya burundu. Azicwa niba urwo rugaraguro ruteye urupfu.
- Umuntu uzaba yatanze ahantu ho gufungira cyangwa ho gufungiranamo azahanishwa ibyo bihano.

Section 2. LA VIOLATION DU DOMICILE.

Ni ukwinjira mu nzu y'umuntu, mu gihe uyituye atabishaka.

A. Eléments constitutifs.

1° Elément légal : Art. 298, 304 et 305 CPR.

2° Elément matériel :

Igikorwa kigize iki cyaha, ni kwinjira mu rugo rw'abandi. Urwo rugo, rugomba kuba urugo rutuwe. Ntabwo ari akabare cyangwa ikiriziya. Rushobora kuba inzu nziza, icyumba cyo mu hoteri, akazu ko mu cyaro, burende, inyata etc.

3° Elément moral :

Kumenya ko winjiye mu nzu (mu rugo) y'abandi nyirayo atabishaka. Hano nyirayo ni uyituyemo.

Icyitonderwa :

- Umuntu ufite uburenganzira bwo kwinjira muri urwo rugo, ntashobora gukora icyo cyaha.
- Urugero : - Umugabo yirukanye umugore we, uyu nawe yinjiyemo kumbaraga, nta cyaha gihari kuko abifitiye uburenganzira.
- Umuboyi usanzwe atuye kwa Sebuja.
- Kuba inzu ari iyawe (propriétaire) ntibyatuma wemererwa kwinjiramo mu gihe uyicumbitsemo atabishaka (locataire).
- Kugirango icyaha kibeho, uwo muntu utuye muri urwo rugo, agomba kwerekanako adashakako winjiramo.

B. Régime répressif.

- Violation simple : SP 8 jours à 2 mois et/ou amende infér. ou égale à 2.000 FRw.

Circonstances aggravantes :

- Iyo icyaha cyakozwe n'umukozi wa Leta, umutegetsigirizwa wese, uretse mu bihe no kubw'impamvu itegako litanga uburenganzira bwo kwinjira mu ngo z'abaturage :
SP 8 jours - 6 mois et amende de 1.000 à 5.000 FRw.
- Iyo abigiranye ibikangisho cyangwa aciye icyuho, yuriye cyangwa afunguje imfunguzo zidakoreshejwe na nyir'inzu :
SP 15 jours à 2 ans et/ou amende de 1.000 FRw au maximum.

Chapitre IV. LES INFRACTIONS CONTRE LES BONNES MOEURS = IBYAHA BIKOREWE AMIFATO MEZA.

Section 1. L'ATTENTAT A LA PUDEUR = IBYAHA BY'ITERA-SONI.

"C'est tout acte contraire aux bonnes mœurs, exercé intentionnellement et directement sur une personne sans le consentement valable de celle-ci".

Ni igikorwa giteye isoni gikorewe ku muntu (cyane cyane kumubiri we). Ubikoze akaba abizi ariko ubikorewe akaba atabishakaga.

Icyo gikorwa kigomba kuba giteye isoni koko, ukurikije umuco y'uwo muriyango (société) cyangwa ahantu gikorewe.

Ingero : - Gukora kw'ibere ry'umutegarugori.

- Mayibobo usanga umudamu ahantu, akamusoma undi atanabishaka.

Icyitonderwa :

- Icyo cyaha cyakorerwa ahantu hihishe cyangwa ahagaragara.
- Ukorewe icyo cyaha ashobora kuba umugabo cyangwa umugore, umwana, umuntu uwariwe wese. Ntabwo ari umugore gusa.
- Si ngombwa ko uwo icyo cyaha gikorewe bimutera isoni, kugirango icyaha kibeho. Icyo ngombwa ni uko icyo gikorwa giteye isoni muri uwo muriyango (société) cyangwa aho hantu.

Ibihano.

- Iyo uwakorewe icyo cyaha afite muni y'imyaka 16 y'amavuko
SP 1 an à 15 ans.
N'ubwo uwo mwana yaba yabishakaga, ntacyo bihinduye kucyaha.
- Iyo hakoreshejwe violence (imbaraga), menace (iterabwoba) cyangwa ruse (ibishukano), ibihano ni ibi bikurikira :
 - 6 mois à 5 ans iyo byakorewe umuntu ufite imyaka 16 n'irenga.
 - 5 ans à 20 ans iyo byakorewe umwana ufite muni y'imyaka 16.

Section 2. L'OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR = UGUKORA IBITERA-SONI MU RUHAME.

Ni igikorwa cyangwa se imyifatire iyariye yose iteye isoni, kandi ikorewe muruhame. (art. 377 CPR)

- Urugero : - gusambana abantu bareba ;
- kwambara ubusa imbere y'abantu ;
- kwambara imyenda migufi igaragaza ibice by'umubili bidakwiye kugaragara, etc...

A. Eléments constitutifs.

1° Acte matériel.

Ni igikorwa icyaricyo cyose, cyangwa se imyifatire biteye isoni. (acte, attitude ou geste)

Icyitonderwa :

- Dufashe urugero rw'umuntu wambaye ubusa, hakagira umubona : uzaba wakoze icyaha, si wa wundi warebye, ahubwo ni wawundi wiyeretse.

- Igikorwa kimwe gishobora kuba giteye isoni ahantu ariko kidateye isoni ahandi.

Urugero : Umugore wambaye kuburyo bworoshye (ex : maillon de bain) abikoreye ku mazi aho abantu bogera, ntibyaba biteye isoni. Ariko abikoreye mumuhanda, byaba ari itera-soni mu ruhame.

- Hari ubwo igikorwa cyaba giteye isoni mu bihe byashize, ariko kikaba kidateye isoni mu bihe turimo. Byose bituruka ku muco w'aho hantu, muri ibyo bihe.

2° Publicité : uruhame.

Icyo gikorwa kigomba kuba cyakorewe muruhame. Ibyo ntabwo bivuzeko hagomba kuba abantu benshi bareba.

urugero : Uwakwambara ubusa mumuhanda, n'ubwo yabonwa n'umuntu umwe gusa, icyaha cyamufata.

3° Elément intellectuel : (intentionnel ; non-intentionnel).

Icyo cyaha ushobora kugikora ubishaka cyangwa se utabishaka kubera uburangare.

B. Régime répressif.

S.P. 8 jours à 3 ans et/ou amende de 1.000 à 10.000 FRw (Art.377).

Section 3. L'OUTRAGE AUX BONNES MOEURS. (Art.378).

"Umuntu wese uzahimba, uzagaragaza, uzagurisha cyangwa uzakwiza indilimbo, inyandiko zisebya cyangwa ubundi bwoko bw'inyandiko zandikishijwe imashini, cyangwa zitayandikishijwe, ibimenyetso, amashusho, ibirango, cyangwa ibindi bintu by'itera soni, azakatirwa igifungo kuva ku minsi munani kugera ku mwaka umwe n'ihazabu y'amafranga kuva ku gihumbi kugeza ku bihumbi cumi, cyangwa kimwe gusa muli ibyo bihano".

"Ni nabyo bihano bizahanishwa umuntu wese, kubera kwamamaza, gucuruza cyangwa gukwiza, uzaba atunze, yaraguze ahandi cyangwa yaratumije, yaratwaye cyangwa yarahaye undi kumutwalira, yarahaye umuntu ushinze gutwalira abandi ibintu cyangwa kubitanga, yaratangaje ku buryo ubwo alibwo bwose bwo kwamamaza, indilimbo, inyandiko zisebanya, inzandiko, ibishushanyo, amashusho, ibiranga cyangwa ibintu binyuranye n'amifato meza"

"Mu bihe biteganijwe n'ibika bibanziliza iki (alinéas précédents), umuhimbyi (auteur) w'urwandiko, w'igishushanyo, w'ishusho, uwabyanditse ku mashini cyangwa uwabyandukuye n'uwahimbye ibirango, cyangwa igikoreshe bazahanishwa igifungo kuva ku kwezi kumwe kugera ku mwaka umwe n'ihazabu y'amafranga kuva ku bihumbi bibili kugera ku bihumbi makumyabili, cyangwa kimwe gusa muli ibyo bihano".

Icyitonderwa :

Uwakoze ibyo ashobora kudahanwa niba uburyo (circonstances) yabikoze yatumye bidatara isoni.

Urugero : Umwarimu wa "anatomie" mu gihe yeretse abanyeshuri ibishushanyo by'umuntu w'ambaye ubusa.

Section 4. L'ADULTERE et la BIGAMIE = UBUSAMBANYI N'UBUHARIKE.

a) UBUSAMBANYI.

Ubusambanyi ni uguhuza umubili w'ububyezi w'ubarongoye cyangwa ubarongoye, n'uwundi batashakanye (Art.353) kugirango icyo cyaha kibeho, ni ngombwa yuko uwagikoze aba ari muli "lien de mariage" n'ukuvugako agomba kuba muri icyo gihe ategukwa n'isezerano ry'abashakanye. Niba atarashakana (fiancés) cyangwa se yaratanukanye (divorcés), nta cyaha cyaba kiriho.

Icyitonderwa :

1. Kugirango umugabo afatweho icyo cyaha, agomba kuba yasambanye kuburyo buteye isoni n'ukuvuga bigomba gusa n'igitutsi akoreye umugore we.

Urugero : - kuzana undi mugore mu rugo rwabo. (sur le lit conjugal)

- gusambana ahagaragara, abantu bose bakabimenya.

Naho umugore we, aramutse asambanye gusa, icyaha kiramufata.

2. Gukulikirana icyaha (poursuites judiciaires) cy'ubusambanyi ntibishobora kuba hatareze uwahemukiwe mu bashakanye.

- Uwahemukiwe ashobora guhagarika imikulikirane y'urubanza, aho rwaba rugeze hose, iyo yisubiyeho akareka ikirego cye.

- Ashobora guhagarika irangiza ry'urubanza ruciwe ruhanisha igifungo, aramutse yiyemeje gusubirana na mugenzi we.

Ibihano.

- Umugabo : 1 mois à 6 mois et/ou 1.000 F d'amende.

- Umugore : 1 mois à 1 an.

Uwabifashijwemo nawe azahanishwa ibyo bihano.

b) UBUHARIKE.

Umuntu washakanye n'undi kubw'isezerano, uzaba yashatse undi atabanye gutandukana n'uba mbere ku buryo butegutse, azahanishwa igifungo kuva ku mezi atatu kugera ku myaka itatu n'ihazabu y'amafranga kuva ku gihumbi kugera ku bihumbi makumyabili, cyangwa kimwe gusa muli ibyo bihano.

2e Partie : **LES INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIETES =
IBYAHA BIKOREWE UMUTUNGO.**

Chapitre I : **VOLS ET EXTORSIONS = UBUJURA N'UBWAMBUZI.**

Section 1. : **LES VOLS = UBUJURA.**

Kwiba, ni ugutwara bujura ikintu kitari icyawe. (Art. 396 CPR).

A. **Eléments constitutifs.**

1. Uwibye agomba kuba yafashe, yatwaye ikintu wenyine kandi bujura. Niba yacyatse kungufu, nyiracyo akakimuhereza, ni ikindi cyaha.

2. - Ikintu kibwe kigomba kuba ari icy'undi muntu.
Icyo kintu cyatwawe kidafite nyiracyo (chose sans maître), ntabwo aba ari ukwiba.
Urugero : amafi mu Kivu.
Ni nako bimeze iyo icyo kintu cyatwawe nta nyiracyo kigira. (Chose abandonnée). Urugero : imyenda ishaje yatawe inyuma y'urugo. Ariko ibintu bahambanye umuntu mumva (cimetière), ntabwo biba byaratawe. Biba bifite icyo bigenewe, kuburyo uwabitwara yaba akoze icyaha.
- Uwibye ikintu agomba kuba agitwaye bujura, ni ukuvugako aba agitwaye aziko ari icy'undi, kandiko nyiracyo atabishakaga.

B. **Ibihano.**

1. Vol simple : SP 5 ans maximum et/ou amende 10.000 F maximum.
2. Vols aggravés (ou qualifiés) ; ibihano bishobora kwiyongera kugeza kurupfu, cyangwa se gufungwa burundu.

Circonstances aggravantes : Art. 403 bis (CPR).

- Moyens utilisés (effraction, escalade, fausses clés).
- Mains armées
- Violence, menace
- Fonctionnaires de l'Etat
- Vol pendant la nuit, commis dans une maison habitée, etc...

3. (Art. 397 CPR) : Hazatangwa gusa indishyi z'akababaro ku byerekeye ubujura cyangwa ubwambuzi bigizwe n'umwe mu bashakanye abigiliye mugenzi we, n'umupfakazi, mu byasizwe n'uwo bashakanye wapfuye n'umuntu, mu by'abo akomokaho, n'umubyeyi mu by'abamukomokaho, cyangwa bugizwe n'umuntu wo mu bashyingiranywe hakulikijwe inzego zimwe.
Iyi ngingo ntizakulikizwa k'uwundi muntu wese uzaba yarafatanyije n'abo bajura cyangwa uzaba yarabahishiye ibyihano byabo.

Section 2. L'EXTORSION = UBWAMBUZI.

Art. 404 : Extorsion de Signature :

Ahanishwa igifungo kuva ku myaka itanu kugera kuli makumyabili n'ihazabu y'amafranga ashobora kugera ku bihumbi makumyabili, uzaba yakoresheje kiboko cyangwa agahato (violence au menace), agasinyisha undi, cyangwa agahabwa inyandiko iyo aliyo yose ilimo cyangwa iturukaho umwenda, uburonke, cyangwa ubwishu (obligation, disposition ou décharge). ex. reconnaissance de dette, donation, reçu, testament, etc...

Art. 405 Chantage :

Ahanishwa igifungo kuva ku mwaka umwe kugera ku myaka itanu n'ihazabu y'amafranga atarenga ibihumbi cumi, uzaba yakoresheje igikangisho cyanditswe cyangwa kitanditswe, amazimwe cyangwa imvugo k'uwindi itesheje agaciro, akambura ali amafranga cyangwa ibiyavunja, agasinyisha undi cyangwa agahabwa inyandiko iturukaho umwenda, uburonke cyangwa ubwishyu.

Chapitre II. LES FRAUDES = UBURIGANYA.

Section 1. L'ABUS DE CONFIANCE = UBUHEMU.

Ubuhemu, n'ukuligisa cyangwa gutagaguza ikintu gifite agaciro k'amafranga, icyo kintu ukaba wari ugifite ugomba kuzagisubiza nyiracyo, cyangwa se ugomba kugikoresha umurimo uyu n'uyu, ukaba wawuciye iruhande.

A. Eléments constitutifs.

1. Kuligisa cyangwa gucisha iruhande (détournement) ikintu wahawe.

- Kuligisa : **Urugero** : kugurisha, kugikoresha kikabura (urugero:

gukoresha amafranga ugura ibintu).

- Gucisha iruhande : n'ugukoresha icyo kintu mu nzira utumvikanye n'uwakiguhaye.

- Icyo kintu gishobora kuba amafranga, ibicuruzwa, za kitanzi, inzandiko ziturukaho umwenda, impapuro zifite agaciro k'amafranga etc.

2. Icyo kintu ugomba kuba waragihawe biturutse ku sezerano runaka, kandi ugomba kugisubiza cyangwa se ugomba kugikoresha umurimo uyu n'uyu.

Iryo sezerano (contrat) ni rimwe muri izi zikurikira :

- Louage : ubukodeshe

- dépôt : ukubika

- mandat : uguhagarikira

- gage : ukugwatira

- prêt à usage : ugutizwa

- umulimo uwariwo wose : (urugero : gukoresha isaha ipfuye)

3. L'intention coupable : kuligisa ikintu cy'abandi uzi neza yuko warugifite kugateganyo.

B. Régime répressif = Ibihano.

- S.P.(gufungwa) 3 mois à 5 ans et/ou amende de 20.000 FRW maximum.
- Abarebwa n'ingingo ya 397 CPR (voir vol et extorsion) ntibazahanwa bishingiye ku ngingo ya 424 al3.

Section 2. L'ESCROQUERIE = UBWAMBUZI BUSHUKANA.

N'ugushuka umuntu, wenyine akaguhereza ikintu icyaricyo cyose gifite agaciro k'amafaranga. Aho bitandukaniye no kwiba, n'uko muri "escroquerie", uwashutswe wenyine yiyemeje guha icyo kintu uwamushutse. Naho umujura we aracyitwarira kuburyo bw'uburiganya.

A. Eléments constitutifs.

1. Hagomba kubaho gushukana.

Ingero : - Gukoresha izina ritari iryawe ;
- Kwerekana ubushobozi udafite ;
- Kwemeza umuntu yuko azabona ubukire bwinshi mubyo umwizeza, n'ibindi.

2. Uko gushukana kugomba kuba kugamiye ikintu gifite agaciro k'amafaranga. (ex. meubles, chèques, décharges, obligations, etc.). Icyo kintu ntigishobora kuba inzu (immeuble) cyangwa "service" ni ukuvuga akazi runaka bagukoreye.

3. Intention coupable : kubikora uziko ushukana.

B. Régime répressif = Ibihano.

- SP 3 mois à 5 ans et/ou amende de 20.000 FRW maximum.
- Abarebwa na Art.397 CPR ntibazahanwa bishingiye kuri Art.428 al3.

3e Partie : QUELQUES AUTRES INFRACTIONS = IBINDI BYAHA.

I. LA CORRUPTION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS = RUSWA MU BAKOZI B'IGIHUGU.

Ruswa ifite isura ebyiri : uwakiriye ruswa ; utanze ruswa.

Paragraphe 1. Corruption sous son aspect passif = Kwakira ruswa (Art.223 CPR).

Ni ukwakira, kwemera kuzakira, cyangwa se kwaka umuturo kugirango umukozi wa Leta akore umurimo ashinzwe kandi utagenewe igihembo.

N'ubwo yakora umurimo adashinzwe ariko akabifashwamo n'akazi ke, icyaha kirahari.

Si ngombwa ko uwo batse ruswa yemera. Icyaha kibaho mu gihe umukozi wa Leta yatse ruswa gusa, n'ubwo nta gisubizo abonye.

Icyitonderwa : Ishimwe ritanze nyuma y'igikorwa kandi

ritarasabwe kubera izo mpamvu, ntirishobora kwitwa ruswa.

Ibihano (art 223)

→

- S.P. 6 mois à 5 ans et/ou 5.000 FRw d'amende
- Ariko mugihe uwasabye cyangwa uwakiriye ruswa kugirango akore igikorwa kibi kitemewe n'amategako, cyangwa se ntakore igikorwa agomba gukora kubera akazi ke, ibihano biziyongera : S.P. 1 à 20 ans et/ou amende de 10.000 à 100.000 FRw.

Paragraphe 2. La corruption sous son aspect actif = gutanga ruswa (Art.225).

Gutanga ruswa, bikubiyemo ibintu byinshi.
Ntabwo ari ugutanga ikintu ugiha umukozi wa Leta kugirango agukorere igikorwa cy'umurimo we cyangwa se yirinde gukora icyo yagombaga gukora gusa.
Bizitwa gutanga ruswa n'ubwo wakoresha iterabwoba cyangwa ikiboko (violences ou menaces) kugirango umukozi wa Leta agukorere kimwe muri ibyo biri hejuru.
Kandi n'ubwo wamwizeza kuzamuha amaturo, nta n'icyo uramuha, icyaha kirahari.
Birumvikana yuko ruswa idasabako abantu babiri bumvikana. Umwe ashobora guhanwa, undi ari umwere. Ibihano ni bimwe ni ibyo mu ngingo ya 233 CPR.

II. LE TRAFIC D'INFLUENCE = GUKORESHA NABI IGITINYIRO UFITE (Art.224).

Ni ugusaba cyangwa kwakira amaturo, kugirango ukoreshe igitinyiro ufite cyangwa ukekwa (influence réelle ou supposée) ugamiye kubonera uwayaguhaye, inyungu runaka zitanze n'ubutegetsi bwa reta.
Urugero : Madamu wa Ministiri runaka, ukoresha igitinyiro cye agasabira umusirikare ipete kubera amaturo uyu musirikare yamuhaye.

Icyitonderwa :

1. Icyo cyaha cyakorwa na buri muntu wese. Iyo gikozwe n'ubutegetsi wa Leta, igihano kiriyongera.
2. Hagomba kubaho amaturo umunyacyaha yakiriye cyangwa yasabye kugirango icyaha kibeho. Urugero : amafanga, inzu, imodoka, ikintu icyaricyo cyose. Niba yabikoreye ubuntu, nta cyaha gihari.
3. Inyungu ahesheje uwamuhaye amaturo, zigomba kuba ziturutse kubategetsi ba Leta.
Urugero : ipeti, umwanya, ishimwe, uburenganzira butangwa n'ubutegetsi, amasezerano agiranywe na Leta (ex : kugurisha Leta ibintu, kuyikorera imirimo) etc.

Ibihano :

- SP 3 mois à 2 ans et/ou amende de 50.000 FRw maximum.
- iyi uwabikoze ari umukozi wa Leta, azahanwa :
- SP 1 à 10 ans et amende de 10.000 à 50.000 FRw.

III. LE RECEL D'OBJETS = UGUHISHIRA UNDI IBYIBANO (Art.431).

Ni uguhisha ibintu byambuwe, byaligishijwe cyangwa bikomoka ku cyaha.

Uburyo ibyo bintu byamugeze mu maboko, ntacyo bihinduye.

Urugero : kugura, gukodesha, kubika, guhabwa etc.

Icyo ngombwa n'uko uwabitse ibyo bintu aba azi yuko biturutse kucyaha. Ariko, icyo cyaha ntibakunze kukigereka kubantu babana munzu n'umujura. (ex Bene wabo, umugore we, abana be etc.).

Ikindi, wawundi wibye ibyo bintu, ntabwo yahanirwa kubihisha kuko byumvikana yuko ntakundi byagenda. Yahanirwa ubujura gusa.

Naho uzagira inyungu kuri ibyo bintu kandi abizi nawe azahanwa (Art.431 al4).

Ibihano.

S.P. 5 ans maximum et amende de 10.000 FRW.

Ariko ibyo bihano bishobora kwi Yongera bishingiye ku ngingo ya 431 al2 et 3.

IV. LE RECEL DE CRIMINEL = UGUHISHIRA UMUNYACYAHA (Art. 257 CPR).

Uzahisha umuntu azi neza ko yakozwe icyaha cy'ubugome cyangwa icyaha gikomeye, cyangwa aziko ashakishwa n'ubucamanza kubera icyo cyaha, cyangwa uzamuhungisha ngo adafatwa cyangwa ataboneka cyangwa uzamufasha mubyo kwihisha cyangwa gucika, azahanwa nk'icyitso cy'icyaha gikurikiranywe.

Abatabihanirwa ni : uwashakanye na nyili cyaha cy'ubugome cyangwa gikomeye, ababyeyi be, abavandimwe be cyangwa abo bashyingiranye kugarukira ku rwego rwa kane rubariyemo.

2

ECOLE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE DU RWANDA
EGENA - RUHENGARI

EMPLOI DU TEMPS ETALE SUR 16 SEMAINES

POUR LA FORMATION DE 400 ELEVES - GENDARMES

REPARTIS EN 8 CLASSES (A1, A2, A3, A4, B1, B2, B3, B4)
50 ELEVES CHACUNE.

I.SEMAINES DU LUNDI -- AU SAMEDI -- ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	PGES	CIRC	MO	CIRC		
9H-10H	CIRC	MO	PA	MO		
10H-11H	RG	RG	SB	SB		
11H-12H	PJ	PJ	PS	MORALE		
PAUSE - MIDI						
14H-15H	HG	DH	DPG	DPS	PP	
15H-16H	IC	IC	DPG	DPS	PP	
16H-17H	DPG	DPG		DPS	PP	

II.SEMAINES DU LUNDI -- AU SAMEDI ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	CIRC	PGES	MO	CIRC		
9H-10H	MO	MO	RG	SB		
10H-11H	PJ	CIRC	PA	RG		
11H-12H	PJ	MORALE	SB	PS		
PAUSE - MIDI						
14H-15H	IC	DH	DPS	PP	SE	
15H-16H	CDPG	DPG	DPS	PP	SE	
16H-17H	DPG	DPG	DPS	PP	SE	

III.SEMAINES DU LUNDI -- AU SAMEDI -- ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	MO	PS	PGES	MO		
9H-10H	CIRC	MO	MORALE	CIRC		
10H-11H	PJ	SB	SB	DH		
11H-12H	RG	PJ	RG	PA		
PAUSE - MIDI						
14H-15H	HG	HG	SE	IC	PP	
15H-16H	DPG	DPG	SE	DPS	PP	
16H-17H	DPG	DPG	SE	DPS	IC	

VII.SEMAINES DU LUNDI -- AU SAMEDI ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	PGES	CIRC	MORALE	PJ		
9H-10H	CIRC	MO 18 ^h	CIRC	PJ		
10H-11H	MO 17 ^h	PJ	RG 1 ^h	PA		
11H-12H	SB	DH		PS		
PAUSE - MIDI						
14H-15H	HG	HG		DPS		
15H-16H	DPG	DPG	SE	DPS	PP	
16H-17H	DPG	DPG	SE			

VIII.SEMAINES DU LUNDI -- AU SAMEDI ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	PGES	MORALE	CIRC	CIRC		
9H-10H	MO 18 ^h	CIRC	MO 20 ^h	PA		
10H-11H	PJ	PJ	DH	SB		
11H-12H	PJ	RG 1 ^h	PS	SB		
PAUSE - MIDI						
14H-15H			SE	DPS	PP	
15H-16H	DPG	DPG	SE	DPS	PP	
16H-17H	DPG	DPG	SE			

IX.SEMAINES DU LUNDI -- AU SAMEDI ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	PGES	MO 18 ^h	SB	PA		
9H-10H	MO 20 ^h	CIRC	MO 23 ^h	PS		
10H-11H	CIRC	PJ	PJ	PS		
11H-12H	RG 1 ^h	PJ	SB	MORALE		
PAUSE - MIDI						
14H-15H	DPG	DH	SE	DPS	PP	
15H-16H	DPG		SE	DPS	PP	
16H-17H	SECOURISM		SE			

XIII. SEMAINE PRATIQUE DU LUNDI -- AU SAMEDI -- ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	MO/30	CIRC	SB	SB		
9H-10H	MO/32	CIRC	MO/36	SB		
10H-11H	CIRC	MO/33	CIRC	MO/38		
11H-12H	CIRC	MO/31	CIRC	MO/35		
PAUSE - MIDI						
14H-15H	MO/32	MO/35	MO/37	CIRC		
15H-16H	CIRC	CIRC	SB	SB		
16H-17H	CIRC	SB	SB	SB		

XIV. SEMAINE PRATIQUE DU ----- -- AU SAMEDI -- ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H	MO/40	SB	MO/45	CIRC		
9H-10H	MO/42	SB	MO/46	CIRC		
10H-11H	CIRC	CIRC	SB	MO/47		
11H-12H	CIRC	CIRC	CIRC	MO/48		
PAUSE - MIDI						
14H-15H	SB	MO/43	SB	SB		
15H-16H	MO/42	MO/44	SB	SB		
16H-17H	CIRC	SB	CIRC	MO/43		

XV. SEMAINE DE REVISION DU LUNDI -- AU SAMEDI -- ----- 1995

HORAIRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
8H-9H						
9H-10H						
10H-11H						
11H-12H						
PAUSE - MIDI						
14H-15H						
15H-16H						
16H-17H						

REPARTITION DES MATIERES

A. Instructeurs de la MINUAR

Théorie

Pratique

-	Maintien de l'Ordre	30	20
-	Police Judiciaire	32	
-	Service en Brigade	20	19
-	PGES	10	
-	Circulation Routière	28	20
-	Police Scientifique	16	
-	Police Administrative	15	
-	Renseignements	15	
-	Morale	12	
-	Droits de l'Homme	12	

B. Instructeurs de la Partie Rwandaise

-	Droit Pénal Général	40
-	Droit Pénal Spécial	26
-	Procédure Pénale	26
-	Instruction Civique	4
-	Secourisme - Protection & & Assistance	4
-	Services Economiques	30
-	Histoire et Géographie	12
-	Formation Militaire	86

350

122

COURS DE PROCEDURE PENALE (EGENA)

Par KAYIJUKA NGABO

PLAN DU COURS

INTRODUCTION GENERALE	1
Ière Partie : <u>DEROULEMENT SIMPLIFIE DU PROCES PENAL</u>	2
Chap 1 : <u>L'INSTRUCTION PRELIMINAIRE</u>	2
Chap 2 : <u>LES DEBATS ET LE JUGEMENT</u>	5
IIème PARTIE : <u>LES VOIES DE RECOURS</u>	8
CHAP 1 : <u>LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES</u>	8
CHAP 2 : <u>LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES</u>	9
IIIème PARTIE : <u>L'EXECUTION DU JUGEMENT ET</u> <u>L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE</u>	11
CHAP 1 : <u>L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE</u>	11
CHAP 2 : <u>L'EXECUTION DU JUGEMENT</u>	12

INTRODUCTION GENERALE

I. DEFINITION DE LA PROCEDURE PENALE

La procédure pénale est l'ensemble des règles qui régissent (réglementent) le déroulement du procès pénal.

- Elle détermine tout d'abord l'organisation et la compétence des différentes juridictions appelées à trancher les procès répressifs;
- Elle fixe les règles qui doivent être suivies et les formes qui doivent être respectées pour la recherche, la constatation et la poursuite des infractions ainsi que pour l'établissement des preuves;
- Elle réglemente enfin les effets des jugements répressifs et les voies de recours susceptibles d'être exercées contre ces jugements.

II. COMMENT DISTINGUER LA MATIERE PENALE ET LA MATIERE CIVILE

- Toute poursuite résultant d'une violation de la loi pénale est une matière pénale c-à-d chaque fois qu'il y a commission d'une infraction.

Rappel : L'infraction est toute action ou omission prohibée par la loi et sanctionnée par une peine.

- Toute autre poursuite qui résulte des conflits entre les particuliers, conflits, que la loi n'érige pas en infraction relève de la matière civile.

Ainsi la matière pénale donne lieu au procès pénal, la matière civile, au procès civil.

III. COMPARAISON ENTRE LE PROCES CIVIL ET LE PROCES PENAL

A. Caractères communs au procès civil et au procès pénal

1. Le procès civil et le procès pénal sont tous jugés par les mêmes juridictions : les juridictions d'ordre judiciaire.
2. Les deux procès sont soumis à la règle de la collégialité (des juges) et à celle du double degré de juridiction.

B. Caractère propres au procès pénal

Ces caractères particuliers au procès pénal tiennent à la fois à son importance et à sa complexité :

- Le procès pénal est soumis à des règles particulières en matière de preuve;
- Ainsi qu'une diversité d'organes.

1ère Partie : DEROULEMENT SIMPLIFIE DU PROCES PENAL

Chap 1. L'INSTRUCTION PRELIMINAIRE

L'instruction préliminaire commence lors du démarrage de l'action publique jusqu'au moment où, après les enquêtes, le Ministère Public décide de saisir la juridiction de jugement en vue de la condamnation du coupable.

Cette partie comprend deux phases essentielles :

- l'instruction préparatoire dominée par l'OPJ
- et - l'instruction préjuridictionnelle où l'OPJ se dissipe peu à peu pour laisser la place à l'officier du Ministère Public (O.M.P.)

Section 1 : La mise en mouvement de l'action publique

Elle peut être faite par :

- l'OPJ et l'OMP (d'ordinaire)
- les particuliers (en cas de flagrant délit)

A. La mise en marche de l'action publique par l'OPJ ou l'OMP

C'est le cas le plus courant où l'infraction est constatée par l'OPJ soit d'office soit sur plainte de la partie civile (celui qui a été lésée par l'infraction).

L'OPJ devra dans ce cas faire tous les actes relevant de sa compétence et pouvant lui permettre d'identifier le coupable et de savoir dans quelles conditions l'infraction a été commise, après quoi il doit transmettre son rapport à l'OMP dont il relève.

Nous examinons ici les pouvoirs respectifs de l'OPJ et de l'OMP pour mieux saisir la nature de leurs rapports.

1. Les pouvoirs de l'OPJ

Il est reconnu d'une façon générale que le rôle de l'OPJ est de constater les infractions. Cela suppose en fait les actes suivants :

- i. Les OPJ reçoivent les plaintes et les dénonciations relatives aux infractions après quoi ils consignent dans leurs procès-verbaux la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles elle a été commise;
- ii. Ils interrogent les auteurs présumés des infractions
- iii. Ils peuvent procéder à la saisie d'objets relatifs à l'infraction c-à-d ceux sur lesquels peut porter la confiscation et ceux qui peuvent servir à conviction ou à décharge.

NB. La procédure de saisie d'objets : (art 3 al 2 CPP).

Les objets seront présentés au détenteur s'il est présent, à l'effet de les reconnaître et s'il y a lieu, de les parapher. Le P.V de saisi décrira les objets saisis et sera signé par leur détenteur. S'il est absent ou s'il ne peut ou ne veut parapher, mention en sera faite sur celui-ci.

- iv. En dehors des actes relatifs à la constatation et à la recherche des infractions, l'OPJ peut également proposer au prévenu une amende transactionnelle. Cela se fait dans certaines conditions et c'est après qu'il aura été établi que le prévenu est coupable. L'article 9 CPP stipule : "Pour toute infraction de sa compétence L'OPJ peut s'il estime qu'à raison des circonstances, la juridiction de jugement se bornerait à prononcer une amende, inviter l'auteur de l'infraction à verser au Trésor une amende transactionnelle dont il détermine le montant, sans qu'elle puisse dépasser le maximum encourue augmenté éventuellement des décimes légaux. L'OPJ fait connaître sans délai, à l'OMP auquel il transmet le PV relatif à l'infraction, les invitations faites à l'auteur de l'infraction. Il en avise également le fonctionnaire ou l'agent chargé de recevoir les amendes judiciaires. Lorsqu'il a été satisfait aux invitations faites par l'OPJ, l'action publique s'éteint à moins que L'O.M.P. ne décide de la poursuivre.

B. Les pouvoirs de l'officier du Ministère Public

L'O.M.P. peut lui-même exercer toutes les attributions de l'OPJ telles que nous venons de les voir. Mais il a également des attributions qui lui sont propres :

- i. L'O.M.P. peut charger l'OPJ d'effectuer
 - les devoirs d'enquête
 - les visites des lieux
 - les perquisitions
 - les saisies (qu'il détermine)
- ii. Il a le droit de requérir la force publique
- iii. Il peut décerner un mandat de comparution contre les auteurs présumés des infractions; et par la suite un mandat d'amener si l'intéressé n'a pas satisfait au premier mandat.
- iv. Il peut faire citer devant lui, toute personne dont il estime l'audition nécessaire;
- v. L'O.M.P. peut procéder à des visites et à des perquisitions au domicile ou à la résidence de l'auteur ou des tiers.

Remarques

* Les visites domiciliaires et perquisitions se font en présence de l'auteur présumé et du maître de la maison (domicile ou résidence) si le domicile ou la résidence n'appartient pas à l'auteur présumé.

* Elles ne peuvent être commencées avant 5h ni poursuivies après 19h que s'il y a des motifs graves de craindre la disparition des pièces recherchées.

vi. L'O.M.P. a le pouvoir de mettre l'inculpé en état de détention préventive s'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité et si le fait qu'il a commis constitue une infraction que la loi punit d'une peine de 6 mois de S.P. au moins.

voir modalités de la détention préventive (art.38-41 CPP)

En cas de flagrant délit, les attributions n° 3, 4 et 5 peuvent être assumées par un OPJ à compétence générale. Dans ce cas l'OPJ à compétence générale peut également défendre à toute personne de s'éloigner des lieux qu'il détermine jusqu'à la clôture de son P.V.

Ce sont là les pouvoirs exceptionnels reconnus à l'OPJ en cas de flagrant délit. Il peut aussi requérir toute personne de lui prêter son ministère comme interprète, expert, médecin, etc...

Les devoirs n° 1, 2 et 6 ne peuvent être assumés que par l'OMP seul : jamais l'OPJ ne peut les assumer.

B. La mise en mouvement de l'action publique par les particuliers

En cas de flagrant délit, et lorsque l'infraction flagrante ou réputée telle est passible d'une S.P. de 3 ans au moins, toute personne peut, en l'absence de toute l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de l'OPJ, saisir l'auteur présumé et le conduire immédiatement devant celle des autorités la plus proche. (art. 6 CPP).

L'infraction flagrante est celle qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre.

L'infraction est respectée flagrante lorsqu'une personne est poursuivie par la clameur publique, ou lorsqu'elle est trouvée porteuse d'effets, d'armes d'instruments ou papiers faisant présumer qu'elle est l'auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin de l'infraction.

Section 2 : Les rapports entre l'OPJ et l'OMP pendant l'instruction préliminaire

L'OPJ et l'OMP travaillent toujours en collaboration. L'OMP qui est un magistrat étant généralement au bureau, l'OPJ le représente souvent sur terrain. L'OMP ne va sur terrain qu'en cas d'impérieuse nécessité. Voici comment se réalise concrètement leur collaboration.

Lorsque l'OPJ a terminé les devoirs relevant de sa compétence, il transmet son dossier au Ministère Public. Et là, c'est le Procureur qui centralise tous les dossiers qu'ils distribuent entre ses collaborateurs officiers du Ministère Public. Ceux-ci travaillent sous sa direction car c'est lui qui exerce la plénitude de l'action publique.

Ainsi, chaque OMP ayant un ou plusieurs dossiers en charge devra examiner chaque cas et voir si les déclarations et constatations de l'OPJ sont complètes et logiques sans quoi, il peut lui ordonner de compléter l'enquête dans un sens ou dans un autre. (enquête complémentaire). Lorsqu'il aura acquis toute la lumière sur le cas, il devra alors clôturer son instruction.

Section 3 : Les actes de clôture de l'instruction préliminaire

Ce sont des actes relevant exclusivement de l'Officier du Ministère Public. Après son instruction, celui-ci peut prendre l'une de mesures suivantes :

- Proposer au prévenu une amende transactionnelle
- Classer le dossier sans suite pour inopportunité des poursuites
- Prendre la décision de poursuite et saisir la juridiction de jugement.

Chap 2 : LES DEBATS ET LE JUGEMENT

Section 1. : La saisine de la juridiction du jugement

Après la clôture de l'instruction préliminaire par l'officier du Ministère Public, la première question à se poser est celle de savoir quel tribunal saisir. Pour savoir le tribunal qui connaîtra de l'affaire, on se fonde sur le critère de compétence.

La compétence s'analyse sous trois aspects :

- La compétence matérielle (ratione materiae) fondée sur la matière du litige c-à-d la gravité de l'infraction;
- La compétence personnelle (compétence ratione persone) tenant au statut ou à la qualité du coupable (civil ou militaire, simple citoyen ou haute autorité etc...)
- La compétence territoriale (ratione locci) relative à la localisation de l'infraction ou de son auteur.

1. La compétence matérielle

1. Du tribunal de Canton

Les tribunaux de Canton connaissent des infractions punissables au maximum de 6 mois de servitude pénale et 2.000 F d'amende ou de l'une de ces peines seulement.

2. Du tribunal de Première Instance

La compétence matérielle du tribunal de 1ère Instance se rapporte d'abord aux infractions qui lui sont propres à raison de leur gravité et qu'il connaît en premier ressort et celles relevant en premier ressort du tribunal de canton qu'il reçoit en appel ensuite.

L'article 89 Code de l'organisation et de compétence judiciaire stipule que :

"Le tribunal de 1ère Instance connaît de toutes les infractions, à l'exception de celles qui sont réservées aux juridictions militaires (sic), à la cour d'appel et à la cour suprême. Il connaît de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de canton de son ressort".

3. De la Cour d'Appel

La cour d'Appel connaît en dernier ressort de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de première instance de son ressort.

2. La compétence personnelle

Les bourgmestres, les préfets et sous-préfet, les fonctionnaires de la catégorie de direction ainsi que les magistrats (autres que ceux de la cour suprême) (sic) sont jugés au premier degré par le tribunal de 1ère Instance même s'ils ont commis des faits qui par leur gravité releveraient du tribunal de canton.

Les poursuites dirigées contre le Président de la Cour Suprême ou les Vice-Président de la République, les ministres et secrétaires d'Etat, les députés ainsi que les complices de toutes ces personnalités; relèvent de la compétence de la Cour Suprême. .

*à ajouter : le vice président de section de la cour suprême
Président*

N.B. : Les sections de la Cour Suprême de Justice sont :

- La Cour Constitutionnelle (*ubusugire kwe'itogeko shirya*)
- La Cour de Cassation
- Le Conseil d'Etat (*Conseil d'ordre administratif (le ta u'abakurage n' amasomero*)
- La Cour des Comptes (*gukurukirana abashyamba mu bitungo by'igihugu*)

3. La compétence territoriale

CODE D'ORGANISATION ET DE COMPÉTENCE JUDICIAIRE

L'article 104 C.O.C.J stipule : "sont compétents, le tribunal du lieu où l'infraction a été commise, celui du lieu de la résidence du prévenu et celui du lieu où le prévenu aura été trouvé.

Lorsque plusieurs personnes sont poursuivies conjointement comme co auteurs ou complices d'une infraction connexe, le tribunal compétent au point de vue territorial pour juger l'une d'elles est compétent pour juger toutes les autres".

Remarque

Il relève de l'analyse de ces différents aspects de la compétence, qu'il y aura de temps en temps de conflits de compétence entre différentes juridictions mais la loi a prévu leur solution notamment aux articles 99, 100 et 102 code O.C.J.

- Art. 99 : "Lorsqu'une personne est poursuivie simultanément du chef de plusieurs infractions qui sont de la compétence de juridiction ordinaire du rang le plus élevé, compétente à raison de l'une des infractions, l'est aussi pour connaître des autres".

- Art. 100 : "Lorsque plusieurs personnes justiciables de juridictions de nature ou de rang différents, sont poursuivies conjointement à raison de leur participation à une même infraction ou à des infractions connexes, elles sont jugées l'une et l'autre par la juridiction ordinaire compétente du rang le plus élevé.

- Art. 102 : "Lorsque deux tribunaux compétents se trouvent saisis de mêmes faits, le tribunal du rang le moins élevé déclinera sa compétence".

4. Complément : La compétence des juridictions militaires

On distingue deux juridictions militaires :

- Le Conseil de guerre
- La Cour militaire

1. Le conseil de Guerre

Connaît de toutes les infractions commises par les militaires du grade de soldat jusqu'à celui du Capitaine.

2. La cour militaire

Connaît de toutes les infractions commises par les officiers supérieurs (Major - Colonel) ainsi que de l'appel des jugements rendus par le Conseil de Guerre.

Remarque

La compétence des juridictions militaires est essentiellement si pas exclusivement personnelle; elle tient au grade et non à la gravité de l'infraction par ailleurs la notion de la compétence territoriale est sans aucun intérêt du moment qu'il n'y a qu'une seule cour militaire et un seul conseil de guerre dans notre pays.

N.B. : Les jugements du conseil de guerre sont susceptibles d'appel et d'opposition alors que les arrêts de la cour militaire ~~ne~~ sont susceptibles ~~pas~~ de l'opposition. *et au p^{ou}voir en cassation*

Section 2 : L'audience et les débats

Dès que le tribunal compétent a été saisi, les parties comparaissent à l'audience.

1. Les acteurs principaux à l'audience

- Le jury :
 - Le juge président
 - Les juges assesseurs
- Le greffier
- Les parties :
 - Le Prévenu
 - La partie civile (celui qui a été lésée par l'infraction)
 - L'O.M.P.

N.B. : L'officier du Ministère public n'est pas juge mais plutôt partie au procès

2. Le déroulement des débatsA. Caractères fondamentaux de la procédure à l'audience

1. Les débats se font publiquement et oralement
2. Les débats sont contradictoires

Le caractère contradictoire des débats signifie pour les parties, qu'elles doivent soumettre leurs moyens de défense aux débats : chaque partie doit permettre à son adversaire de contredire les moyens sur lesquels elle fonde ses arguments.

Tandis que pour le juge, ce caractère signifie qu'il ne pourra dans sa décision, se fonder que sur les moyens (à charge ou à décharge) qui ont l'objet d'un débat contradictoire.

B. L'ordre de la succession des actes dans la conduite des débats

1. L'instruction du juge (le juge essaie de se faire une idée exacte sur la vérité en fait et en droit).

- a) Interrogatoire du prévenu
- b) Audition des témoins
- c) Autres éléments (ex: entendre les experts, l'examen des pièces à conviction, transport sur les lieux etc...)

d) Mesures d'instruction supplémentaires

(La juridiction de jugement peut ordonner des mesures d'instruction nouvelles si cela s'avère nécessaire)

2. Le réquisitoire et les plaidoiries
3. La clôture des débats.

Section 3 : Le jugement

Après la clôture des débats, le jury se réunit et délibère en secret sur l'affaire. Le jugement résulte de cette délibération; il doit être prononcé au plus tard dans les trois jours qui suivent la clôture des débats.

Après le prononcé du jugement, les parties peuvent exercer les voies de recours qui leur sont accordées par la loi et dans les délais prescrits pour ces voies de recours. A l'expiration de ces délais si aucune partie n'a exercé une voie de recours, le jugement devient exécutoire. L'O.M.P. est chargé de l'exécution des jugements.

Mais si l'une des parties a exercé une voie de recours, l'exécution du jugement peut parfois être suspendu. En fait, certaines voies de recours suspendent l'exécution du jugement.

IIème PARTIE : LES VOIES DE RECOURS

On distingue les voies de recours ordinaires (l'appel et l'opposition) et les voies de recours extra-ordinaires (le pourvoi en cassation et la révision).

CHAP. 1 : LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES

Section 1 : L'appel

A. Définition : c'est une voie de réformation qui est exercée devant une juridiction directement supérieure à celle qui a jugé en premier ressort.

B. Les personnes qui peuvent interjeter appel

1. Le prévenu
2. Le civilement responsable;
3. La partie civile;
4. L'officier du ministère public.

N.B. : L'appel est toujours interjeté d'office par l'OMP en faveur de tout condamné à mort.

C. Les formes de l'acte d'appel

L'appel peut être fait soit :

- Par déclaration en réponse au bas de l'original de l'acte de signification;
- Par déclaration au greffe de la juridiction qui a rendu le jugement ou de celle qui doit connaître de l'appel;
- Par lettre missive adressée au greffier de l'une ou l'autre de ces deux juridictions

D. Le délai d'appel

L'appel doit être formé en principe, dans un délai de 10 jours à partir du prononcé du jugement ou de sa signification selon qu'il est contradictoire ou par défaut.

Remarque

"L'appel n'est pas suspensif (de l'exécution du jugement attaqué) sauf si la suspension est ordonnée par le Juge-président de la juridiction d'appel..." (art.105 al 1er CPP)

Section 2 : L'opposition

A. Définition : c'est une voie de rétractation par laquelle une partie demande à la juridiction qui a rendu un jugement en son absence de réexaminer le cas.

B. Les personnes qui peuvent faire opposition

1. Le prévenu
2. La personne civilement responsable
3. La partie civile

N.B. : L'O.M.P. ne peut jamais faire opposition parce qu'il ne peut jamais faire défaut. Lorsque l'OMP est absent la juridiction ne peut pas siéger et l'audience ne peut donc pas être tenu.

C. Les formes de l'acte d'^{APPEL}opposition (art. 94 CPP)

L'acte d'appel revêt l'une ou l'autre de formes ci-après :

- Déclaration en réponse au bas de l'original de l'acte de signification
- Déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement
- Lettre missive au greffier du tribunal qui a rendu le jugement.

D. Le délai d'opposition (art. 92 CPP)

Contrairement à l'appel, l'opposition suspend l'exécution du premier jugement.

Remarque

Si l'opposant ne comparait pas l'audience d'opposition, l'opposition est non avenue en vertu du principe selon lequel "opposition sur opposition ne vaut".

CHAP 2 : LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES

On distingue :
 - le pourvoi en cassation et
 - le pourvoi en révision

Mais ici nous n'analyserons que le premier le second étant d'un intérêt pratique moins important pour les élèves-gendarmes auxquels s'adresse ce cours d'abord, pour sa rareté ensuite et enfin parce que cette institution n'est pas prévue par notre code de procédure pénale.

SECTION UNIQUE

A. Les traits essentiels du pourvoi en cassation

A la différence de l'opposition et de l'appel qui sont des voies de recours ordinaires possibles aussi bien pour erreur de fait que de droit et qui font rejurer l'affaire soit par la même juridiction (opposition) soit par une juridiction supérieure à celle qui a déjà statué (appel), le pourvoi en cassation est une voie de recours extraordinaire qui ne peut être exercée que dans des cas déterminés (violation de la loi) devant la cour de cassation qui ne juge pas au fond mais vérifie seulement si la loi a été bien appliquée. C'est qu'en effet la cour de cassation n'est pas un troisième degré de juridiction. Elle n'apprécie pas les faits ni ne décide de la culpabilité et de la peine comme la juridiction qui statue sur opposition ou appel. Elle ne juge pas les procès en lui-même; elle juge uniquement au point de vue du droit, le jugement ou l'arrêt auquel il a donné lieu. Si elle estime que la loi a été correctement appliquée, elle rejette le pourvoi.

En cas de violation de la loi, elle casse la décision attaquée; et, comme elle ne juge pas en fait, elle renvoie généralement l'affaire devant une juridiction du même degré que celle qui l'avait déjà examiné pour qu'elle juge de nouveau au point de vue du fait et du droit.

B. Sortes de pourvois

Il existe deux sortes de pourvois en cassation :

- Le pourvoi fait dans l'intérêt des parties
- Le pourvoi fait dans l'intérêt de la loi.

N.B. Le premier est ouvert à toutes les parties alors que le second ne peut être exercé que par l'OMP seul.

C. Les cas d'ouverture du pourvoi

Le pourvoi en cassation n'est possible que dans certains cas déterminés que le demandeur en cassation fait valoir sous forme de "moyens de cassation".

Les cas d'ouverture qui se ramènent tous à une violation de la loi par les juges du fond se présentent sous les aspects suivants :

a) Cas de la constitution irrégulière de la juridiction qui a rendu la décision et le défaut de publicité. Il en est ainsi lorsque :

- * la décision n'a pas été rendue par le nombre des juges prescrits;
- * ou par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences;
- * la décision a été rendue sans que le ministère public ait été entendu;
- * les débats n'ont pas eu lieu en audience publique.

b) Cas d'incompétence et d'excès de pouvoir de la juridiction qui a statué.

c) Cas d'inobservation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou considérées par la jurisprudence comme substantielles et sanctionnées de ce fait par la nullité malgré l'absence d'un texte.

ex. : - Le non respect des formes destinées à assurer les garanties d'une bonne justice
 - ou de celles destinées à protéger les droits de la défense
 - le défaut, l'insuffisance ou la contradiction des motifs, etc...

d) Cas de violation proprement dite de la loi pénale de fond.

Cette violation de la loi peut résulter soit d'une interprétation inexacte soit d'une fausse application d'un texte pénal (qualification erronée des faits, considérés par exemple comme constitutifs d'un abus de confiance alors qu'il s'agit d'une escroquerie - application incorrecte du sursis ou de la récidive - faits considérés à tort comme constituant une infraction) etc...

D. Les personnes admises à former un pourvoi

(art 38 loi organique portant procédure devant la cour suprême)

1. Les parties en cause ou leur fondé de pouvoir
2. L'O.M.P. (dans l'intérêt de la loi ou de toute personne incapable de défendre elle-même sa cause).

E. Formes de l'acte de pourvoi (art.90 texte ci-haut cité)

Le pourvoi est formé par déclaration au greffe soit de la juridiction qui a rendu le jugement ou l'arrêt attaqué, soit de la Cour Suprême.

F. Le délai du pourvoi (art.89)

En matière pénale, le délai du pourvoi en cassation est de ~~30~~ 30 jours à partir de la date du prononcé de l'arrêt ou du jugement contradictoire ou de la date de sa signification s'il a été rendu par défaut.

Remarque

Le pourvoi en cassation est possible uniquement contre les décisions rendues en dernier ressort.

IIIème PARTIE : L'EXECUTION DU JUGEMENT ET L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

CHAP 1. L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

Lorsqu'un jugement n'est plus susceptible de voie de recours, il acquiert une force de la loi. Il devient irrévocable et s'impose. On dit qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée. C'est dire qu'on ne peut pas y revenir il ne reste plutôt qu'à l'appliquer. Il devient exécutoire. On ne peut y revenir que dans des cas expressément prévus par la loi (cas de révision).

CHAP 2. L'EXECUTION DU JUGEMENT

A. Qui est chargé de l'exécution du jugement ?

L'exécution du jugement se fait sous la diligence de l'OMP.

B. Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution de jugement varient en fonction de la peine.

1. La peine capitale

L'exécution de la peine capitale chez nous, se fait par coups de balles.

Le condamné est fusillé. Si le condamné est une femme enceinte, on entendra le jour de la délivrance avant de l'exécuter.

2. La S.P. à perpétuité ou à temps

S'exécute au sein des établissements pénitentiaires de l'Etat reconnus.

3. L'Amende

Est payé entre les mains d'un fonctionnaire de l'Etat et versé au Trésor Public.

4. La confiscation générale ou spéciale

Et d'autres peines comme l'interdiction de séjour ou l'obligation de séjour dans un lieu déterminé seront exécuté conformément à la nature propre de chacune de ces peines.

C. La réhabilitation du condamné

Dès qu'il a déjà purgé sa peine, le condamné réintègre la vie ordinaire et recouvre la plupart de ses droits. (Je dis la plupart parce que certains droits exigent qu'on ait un casier judiciaire vierge pour en jouir).



UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

A: Son Excellence SHAHARYAR, KHAN, SRSG Date: Le 2/5/1995.
DE: CIVPOL Commissioner *dist* CIVPOL/MEMO374/95.
INFO: M.DAO, OSRSG/CIVPOL Liaison Officer.
OBJET: Date de fin de formation des 300 gendarmes.

En référence à mon Memo CIVPOL/memo/330/95 du 14 Avril 1995. J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'en raison du retard accusé dans la confection des fiches d'instruction destinées aux élèves gendarmes, la fin de la formation initialement prévue pour le 20 Mai 1995 est reportée au 24 Mai 1995.

Franche collaboration.

TRANSLATION

LE 23.08.95 LE COMMISSIONNAIRE RECOIT TOUS

LES INSTRUCTEURS DE LA POLICE COMMUNALE.

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

COD/

UNAMIR - MINUAR

TO: See Distribution
A:

DATE: Kigali, 20 August 1995

FROM: CIVPOL Commissioner
DE:

REF: CIVPOL/MEMO/695/95

SUBJECT: Postings of CIVPOL Observers
OBJET:

- 1. Please find attached the postings of fifty-three CIVPOL Observers.
2. All Officers should report at their stations no later than Tuesday 22 August 1995. It is requested that you inform this office when the officers report for duty accordingly.
3. Handing over notes to reach this office not later than 28 August 1995.
4. Regards.

Distribution list:

Milob GP HQ
FHQ
All CIVPOL Division and Sections

SER	UN ID	RANK	NAME	NATIONALITY	POSTED FROM	TO
CIVPOL COMMAND						
1.	CP 188	S/Supt.	Njase Dennis	Zambia	CIVPOL HQ, DCPC	DCPC
2.	CP 191	A/SUPT	Miriam Scott	Zambia	CIVPOL HQ, ALOGO	ALOGO
3.	CP 079	LT	Housein Farah	Djibouti	Training Centre	Training Centre
4.	CP 094	CAPT	Nedal Ali Rashdan	Jordan	FHQ L.O.	FHQ L.O.
POLICE TRAINING DIVISION						
5.	POO 199	Major	Mamadou Kone	Mali	CIVPOL HQ	CIVPOL HQ
POLICE OPERATION DIVISION						
6.	POO 212	Major	Bastian Rolf	German	CIVPOL HQ	CIVPOL HQ
7.	CP 190	SUPT	Malambo Kizito	Zambia	CIVPOL HQ, POO	CIVPOL HQ, POO
8.	POO 217	Capt	Klingler Jurg	Swiss	CIVPOL HQ	CIVPOL HQ
POLICE PERSONNEL AND LOGISTICS DIVISION						
9.	CP 122	A/SUPT	Mathias Wamulume Imataa	Zambia	PMT, Cyangugu	CIVPOL HQ, PMT, Cyangugu
POLICE MONITORING TEAM BUTARE						
10.	CP 121	SUPT	R.B. Mvula	Zambia	CPMT, Kibuye	CPMT, Kibuye
11.	CP 100	CAPT	Roberto Dambi	Guinea-Bissau	Training Centre	PMT, Training Centre
POLICE MONITORING TEAM BYUMBA						
12.	CP 192	SUPT	Jere Gerald	Zambia	CPMT, Byumba	CPMT, Byumba
13.	CP 078	LT	Mohamed Jama	Djibouti	Training Centre	PMT, Training Centre
POLICE MONITORING TEAM CYANGUGU						
14.	CP 197	MAJOR	Abadi Fadoul	Chad	CIVPOL HQ, PTO	CPMT, CIVPOL HQ, PTO
15.	CP 095	1st LT	Ghand Fakhr Shukri Katan	Jordan	PMT, Gikongoro	PMT, Cyangugu

UN ID	RANK	NAME	NATIONALITY	POSTED FROM	POSTED TO
POLICE MONITORING TEAM GIKONGORO					
10	SUPT	Basil Chiwela Mwale	Zambia	PMT, Gikongoro	CPMT, Gikongoro
11	CAPT	A. Sontowsky	German	CIVPOL HQ	PMT, Gikongoro
POLICE MONITORING TEAM GISENYI					
	CAPT	Sczech Siegfried	German	CPMT, Gisenyi	CPMT, Gisenyi
	LT	Malik Djata	Guinea-Bissau	Training Centre	PMT, Gisenyi
	A/SUPT	Lungu Africa	Zambia	PMT, Butare	PMT, Gisenyi
POLICE MONITORING TEAM GITARAMA					
	MAJOR	Eulalio Domingos Neto	Guinea-Bissau	Training Centre	CPMT, Gitarama
	CAPT	Volker Collet	German	CIVPOL HQ	PMT, Gitarama
POLICE MONITORING TEAM KIBUNGO					
	A/SUPT	Andrew Charles Mwengwe Chumma	Zambia	PMT, Kibungo	CPMT, Kibungo
	CAPT	Linden Arnold	German	CIVPOL HQ	PMT, Kibungo
POLICE MONITORING TEAM KIBUYE					
	CAPT	Frank Baumstark	German	CIVPOL HQ	CPMT, Kibuye
	LT	Sancum Camara	Guinea Bissau	PMT, Kibuye	PMT, Kibuye
	LT	Hassan Offley	Djibouti	Training Centre	PMT, Kibuye
POLICE MONITORING TEAM KIGALI					
8.	CAPT	Moad Jamil Mohd Aloudah	Jordan	CPMT, Kigali	CPMT, Kigali
9.	LT	Lino Gomes	Guinea-Bissau	Training Centre	PMT, Kigali
10.	A/SUPT	Makuyu Mutumba	Zambia	PMT, Ruhengeri	PMT, Kigali
POLICE MONITORING TEAM RUHENGERI					
11.	CAPT	Bernhard Lenhard	German	CIVPOL HQ	CPMT, Ruhengeri
12.	LT	Awaleh Souqueh	Djibouti	Training Centre	PMT, Ruhengeri

IN ID	RANK	NAME	NATIONALITY	POSTED FROM	POSTED TO
TRAINING CENTRE RUHENGARI					
00	CAPT	Dodo Kadri	Niger	CIVPOL HQ	Ruhengeri T.C.
	MAJOR	Bakandi Gabriel	Chad	Ruhengeri T.C.	Ruhengeri T.C.
	MAJOR	Dia Abdou	Mali	CIVPOL HQ	Ruhengeri T.C.
	Lt.	Mahamat-Ahmat Djy	Chad	Ruhengeri T.C.	Ruhengeri T.C.
	LT	Oumarou Mamadou	Niger	CIVPOL HQ	Ruhengeri T.C.
	CAPT	Amadou Diaouga	Niger	CIVPOL HQ	Ruhengeri T.C.
	CAPT	Abdullah Osnan	Djibouti	Ruhengeri, T.C.	Ruhengeri T.C.
	CAPT	Ngueta Djimte	Chad	Ruhengeri T.C.	Ruhengeri T.C.
	CAPT	Ibrahim Mahamadou	Niger	CIVPOL HQ	Ruhengeri T.C.
	CAPT	Toure Fadiala Sekou	Mali	CIVPOL HQ	Ruhengeri T.C.
	LT	Abdulhakim Mohamed	Djibouti	Ruhengeri T.C.	Ruhengeri T.C.
	CAPT	Nianan Dembele	Mali	MILOBS HQ	Ruhengeri T.C.
	LT	Sanogo Mounkaila	Niger	CIVPOL HQ	Ruhengeri T.C.
COMMUNAL POLICE TRAINING CENTRE					
	MAJOR	Kaleb Mohammed	Djibouti	CIVPOL HQ	Communal Police T.C.
	MAJOR	Kita Diallo	Mali	CIVPOL HQ	Communal Police T.C.
	CAPT	Thomanek Philip	Swiss	CIVPOL HQ	Communal Police T.C.
	CAPT	Clement Robert	Swiss	CIVPOL HQ	Communal Police T.C.
CP	CAPT	Blague Jeremie	Chad	Ruhengeri T.C.	Communal Police T.C.

UN ID	RANK	NAME	NATIONALITY	POSTED FROM	POSTED TO
204	LT	Oumarou Issa	Niger	CIVPOL HQ	Communal Police T.C.
210	CAPT	Samake Ali Badara	Mali	CIVPOL HQ	Communal Police T.C.
206	LT	Abbas Alio Serki	Niger	CIVPOL HQ	Communal Police T.C.

= Civilian Police Commissioner
 = Deputy Civilian Police Commissioner
 = Chief Police Operations Officer
 = Chief Police Personnel and Logistics Officer
 = Chief Police Training Officer
 = Police Monitoring Teams
 = Liaison Officer
 = Civilian Police
 = Training Centre

PROGRAMME DE CIRCULATION ROUTIERE

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

- I. Aperçu historique
- II. Parc automobile au Rwanda.
- III. Réseau routier au Rwanda.
- IV. Trafic routier au Rwanda.
- V. Accidents de route au Rwanda.

DEUXIEME PARTIE : CHAMP D'APPLICATION DU CODE DE LA ROUTE ET DEFINITIONS

- I. Texte légal
- II. Définitions :
 - Présent règlement
 - Voie Publique et ses différentes parties
 - Les Personnes (Usagers)
 - Les véhicules
 - Les véhicules sur rail
 - Les animaux
 - Poids, positions et accessoires des véhicules
 - Agents qualifiés
 - Accidents
 - Réquisitions

TROISIEME PARTIE : CIRCULATION

- I. Règles générales applicables à tous les usagers
 - Protection de la voie publique (vp) et des usagers
 - Objets ou matières quelconques
 - Fumée ou vapeur
 - Obstacles
 - Conducteurs
 - Place sur la Chaussée
 - Manoeuvres
 - Croisement et dépassement
 - Sens unique
 - Changement de direction
 - Vitesse
 - Arrêt et stationnement
 - Dispositions particulières
 - Emploi des feux
 - Indication de changement de direction et d'allure
 - Emploi des appareils avertisseurs sonores
 - Miroirs rétroviseurs
 - Essuie-glace
 - Organes moteurs, bruits, fumées
- II. Règles spéciales applicables à certains usagers
 - Piétons
 - Convois
 - Véhicules attelés

- Charrettes à bras. Brouettes
- Bicyclettes et cyclomoteurs
- Animaux
- Circulation dans les ports, aéroports et gares ferroviaires

QUATRIEME PARTIE : SIGNALISATION

I. Dispositions générales

II. Signaux routiers

- signaux de danger
- signaux d'interdiction ou d'obligation
- signaux d'indication

III. Les signaux lumineux

- les signaux lumineux de circulation
- différents feux de signalisation

IV. Les marques sur le sol ou signalisation horizontale

- marques longitudinales
- marques transversales

V. Signalisation des chantiers et des obstacles

VI. Signaux de régulation (Exercices pratiques)

CINQUIEME PARTIE : ACTION DE LA GENDARMERIE EN MATIERE DE POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE.

I. Bases légales et Réglementaires

- décret - loi du 23 Janvier 1974 portant création de la Gendarmerie Nationale (Art. 15)
- textes Réglementaires du service de la G.N.

II. Modalités d'intervention de la gendarmerie

A/ Règles générales - Prévention - Education - Assistance - Répression.

B/ Attitude du gendarme

- Généralités
- Règles de comportement d'un gendarme face à l'utilisateur
- Tenue du personnel

III. Contrôle d'un véhicule

- Principe
- L'arrêt d'un véhicule
- Interception d'un véhicule
- Interception de nuit.
- Interpellation de l'utilisateur

IV. - Les différents types de services - Principe

V. - Accidents et Procédure d'accident (P.V)

A/ Accidents :

- Préparation à l'intervention
- Transport sur les lieux
- Utilisation des matériels de signalisation
- Mesures conservatoires

B/ Exercices pratiques de constatation d'un accident

- croquis
- le corps du P.V.

SIXIEME PARTIE :

A/ identification (Immatriculation)

B/ Permis de Conduire (catégories)

3 - Conduite à se réunir disperser l'attroupement, repousser les manifestants vers la place de la Nation; établir un barrage filtrant sur la rue Mohamed V à hauteur de la rue 10

3

REQUISITION COMPLÉMENTAIRE SPÉCIALE

Ministre de l'Intérieur

Republique du Rwanda

REQUISITION COMPLÉMENTAIRE SPECIALE

Au nom du Peuple Rwandais

Nous, X, Gouverneur du District de Kibuye, requérons en vertu de l'art. 17 Y chef d'Escadron et les forces de Gendarmerie de la place esd Kibuye de prêter le secours de troupes nécessaires pour disperser par la force les attroupements formés sur la place de la Nation le 25.04.1974 à 18h. L'emploi de la force pour l'exécution de la présente réquisition comporte l'usage d'armes. L'autorité militaire reste libre d'organiser l'emploi de la force. La présente réquisition est lue et sous le signe de l'urgence. Fait à Kibuye le 25.04.1974 pour garantir du délit Cdt, nous apposons notre signature.

PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ORDRE

Fait

Leçon n° 1: X Les Forces Armées au Maintien de l'Ordre
(Demande de Concours)

Leçon n°2: X La Gendarmerie au Maintien de l'Ordre
(Gendarmerie Départementale, Gendarmerie Mobile)

Leçon n°3: X Le Gendarme au Maintien de l'Ordre
(Mouvements Individuels et Collectifs, Lots de Protection, Tir des Grenades Lacrymogènes)

Leçon n°4: > Les Opérations de Mouvement en Maintien de l'Ordre
(Les Formations de Marche, la Patrouille, Escorte d'Individus Appréhendés)

Leçon n°5: X Les Barrages
(Barrage d'Arrêt Fixe Ferme, Barrage d'Arrêt Mobile, Barrage de Canalisation, Barrage Filtrant, Barrage en Tenue)

Leçon n°6: Les Opérations de Dégagement *manque* *Donc OK*
(Traversée des Foules, Vague de Refoulement, Chars Evacuation de locaux) *8-4-91*

Leçon n°7: Les Opérations de Garde *(manque) OK*
(Le Poste)

Leçon n°8: Les Services d'Ordre
(Les Haies, les Escortes, la Vague de Ratissage)

Leçon n°9: X L'Emploi de la Force au Maintien de l'Ordre
(Les Sommations, Emploi de la Force sans usage des armes, Emploi de la Force avec Usage des Armes)

Leçon n°10: La Légitime défense Individuelle au Maintien de l'Ordre.

Leçon n°11: Les Infractions Courantes au Maintien de l'Ordre
(Infractions à ne pas commettre)

Leçon n°12: Les Arrestations au Maintien de l'Ordre.

Part à faire à la date du 4-4-91

LA GENDARMERIE AU MAINTIEN DE L'ORDRE

I - GENERALITES

11 - PRINCIPES

"LA GENDARMERIE EST UNE FORCE INSTITUTE POUR :

- . VEILLER A LA SURETE PUBLIQUE ;
- . ASSURER LE MAINTIEN DE L'ORDRE et L'EXECUTION DES LOIS".

Elle veille en permanence au maintien de l'ordre :

- au cours des patrouilles quotidiennes des brigades :
 - . elle s'assure que l'ordre règne ;
 - . elle intervient pour le maintenir.

Elle contribue au maintien de l'ordre lorsque ce dernier risque d'être troublé :

- . par l'action de ses unités locales et de ses unités conçues spécialement pour le maintien de l'ordre.

Elle participe au rétablissement de l'ordre :

- . avec ses unités d'intervention dotées de moyens spéciaux.

12 - LES UNITES D'INTERVENTION

121 - Temporaires : GENDARMERIE TERRITORIALE

- RECHERCHE LES RENSEIGNEMENTS
- se trouve déjà SUR PLACE, PRETE A AGIR immédiatement
- AIDE LES UNITES déplacées sur sa circonscription

122 - Organiques : GENDARMERIE MOBILE

GRADES ET GENDARMES DE LA GENDARMERIE MOBILE :

- vos unités doivent être constamment tenues prêtes à entrer en action :
- vous pouvez être envoyés en un point quelconque du territoire pour :

RENFORCER	PROLONGER
la Gendarmerie territoriale (ex. service d'ordre à l'occasion d'une importante manifestation sportive)	son action (emploi de la force pour maintenir ou rétablir l'ordre)

Mais toujours en unités constituées

NORMALEMENT : vos unités sont mises en mouvement pour satisfaire la demande de concours ou la réquisition générale de l'autorité civile responsable du maintien de l'ordre.

DANS LES CAS URGENTS l'assistance de la force armée locale peut être requise **DIRECTEMENT** par les officiers, gradés et commandants de brigade de Gendarmerie.

II - CARACTERES PARTICULIERS DES MISSIONS DE MAINTIEN DE L'ORDRE

21 - L'autorité administrative est **RESPONSABLE** de l'ordre public :

- . Aussi, nécessité d'une liaison constante et confiante entre cette autorité et la Gendarmerie.

22 - La **TACTIQUE** utilisée n'est pas celle du combat :

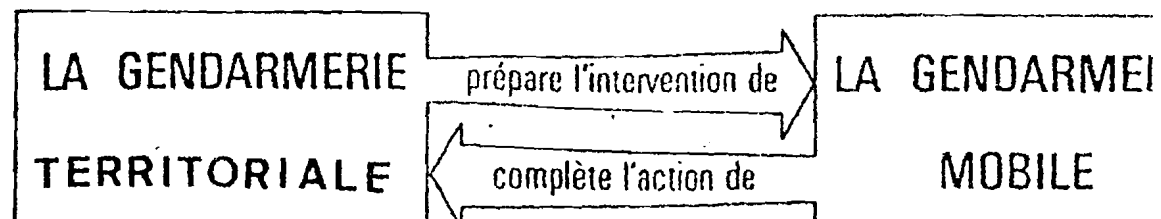
- . Adversaire : n'est pas un ennemi, mais un citoyen troublant l'ordre public ;
- . action : se déroule sur le territoire national, généralement en zone urbaine.
- . législation et réglementation spécifiques au maintien de l'ordre : imposent des règles strictes (emploi de la force, usage des armes, ...).

23 - **DES FORCES IMPORTANTES** sont mises en oeuvre :

- . Masse homogène compacte, infranchissable, soudée au chef, est opposée aux manifestants.
- . Tout homme isolé est en danger.

24 - L'**INTERVENTION** doit toujours être **RAPIDE**.

III - PARTICIPATION DE LA GENDARMERIE TERRITORIALE AU MAINTIEN DE L'ORDRE



31 - PRINCIPE

La GENDARMERIE TERRITORIALE participe au maintien de l'ordre :

- Normalement, dans le cadre de ses brigades, au cours des services ordinaires,

32 - ROLE DE LA BRIGADE

321 - Action permanente

- . Recherche des renseignements
- . Etablissement et tenue des dossiers de maintien de l'ordre (dossier de cantonnement, dossier de secteur).

322 - Avant les désordres

- . être informée,
- . être sur place prête à agir (action isolée pour des troubles de faible importance);
- . avoir une influence apaisante sur les manifestants.

323 - Pendant les désordres

- . recherche du renseignement (évolution de la situation),
- . aide aux unités déplacées,
- . apports divers (O.P.J. pour sommations - constatation des infractions -

324 - Après les désordres

- . ramener le calme dans les esprits,
- . renseigner les autorités sur l'évolution de l'opinion publique,
- . dresser des P.V. sur les incidents intervenus et effectuer les enquêtes demandées.

IV -

PARTICIPATION DE LA GENDARMERIE MOBILE AU MAINTIEN DE L'ORDRE

41 - CARACTERES GENERAUX

- Les unités constituées de Gendarmerie Mobile :
 - . doivent être constamment tenues prêtes à entrer en action,
 - . peuvent être envoyées en un point quelconqu du territoire
 - soit pour renforcer la Gendarmerie Départementale (service d'ordre),
 - soit pour prolonger son action (maintien et rétablissement de l'ordre).

42 - MISSIONS POUVANT LUI ETRE CONFIEES

- Les unités de Gendarmerie Mobile doivent être aptes à :
 - . disperser les attroupements,
 - . dégager les voies et places publiques,
 - . interdire l'accès de certains endroits ou d'un certain périmètre,
 - . faire évacuer des lieux et des locaux occupés,
 - . assurer la surveillance et la protection d'installations, d'établissements ou de points importants,
 - . faire respecter la liberté du travail,
 - . protéger les manifestations tolérées.

43 - ACTION DE LA GENDARMERIE MOBILE

L'unité normale d'emploi de la gendarmerie mobile au maintien de l'ordre est l'ESCADRON.

ESCADRON N.O. EN INTERVENTION

75

- 12 bis -

P.M.R.
3

Capitaine Commandant d'Escadron P.A.
Chauffeur P.A.
Radio P.A.

1er Peloton 24

1 Commandant de Peloton P.A.
1 conducteur P.A.

Groupe Protection	Groupe Appui - Armes à feu	Groupe soutien
1 grade bouclier-bâton de protection	1 grade F.L.G. 36-51	1 grade bâton de protection
" " "	0 1 gne "	0 1 gne " " -couverture anti feu
" " "	0 1 gne "	0 1 gne " "
" " "	0 1 gne lanceur à main FSA 7,62	0 1 gne " "
" " "	0 1 gne " "	0 1 gne " "
" " "		1 grade " " -chef cellule E.L.I.
" " "		0 1 gne " " E.L.I.
" " "		0 1 gne " " E.L.I.
" " "		0 1 gne " " E.L.I.
8	5	9

2ème Peloton 24

1 Commandant de Peloton P.A.
1 conducteur P.A.

Groupe Protection	Groupe Appui - Armes à feu	Groupe Soutien
1 grade bouclier-bâton de protection	1 grade F.L.G. 36-51	1 grade bâton de protection
gne " " "	0 1 gne "	0 1 gne " " -couverture anti feu
gne " " "	0 1 gne "	0 1 gne " "
gne " " "	0 1 gne lanceur à main FS 7,62	0 1 gne " "
gne " " "	0 1 gne " "	0 1 gne " "
gne " " "		0 1 gne " "
gne " " "		0 1 gne " " E.L.I.
gne " " "		0 1 gne " " E.L.I.
gne " " "		0 1 gne " " E.L.I.
8	5	9

3ème Peloton 24

1 Commandant de Peloton P.A.
1 conducteur P.A.

Groupe Protection	Groupe Appui - Armes à feu	Groupe Soutien
1 grade bouclier-bâton de protection	1 grade F.L.G. 36-51	1 grade bâton de protection
gne " " "	0 1 gne "	0 1 gne " " -couverture anti feu
gne " " "	0 1 gne "	0 1 gne " "
gne " " "	0 1 gne lanceur à main FSA 7,62	0 1 gne " "
gne " " "	0 1 gne " "	0 1 gne " "
gne " " "		0 1 gne " "
gne " " "		1 grade " " -chef cellule E.L.I.
gne " " "		0 1 gne " " E.L.I.
gne " " "		0 1 gne " " E.L.I.
8	5	9

LES FORCES ARMEES AU MAINTIEN DE L'ORDRE

I -

GENERALITES

11 - DEFINITION

Le maintien de l'ordre :

- . a pour objet de PREVENIR les troubles afin de ne pas avoir à les REPRIMER,
- . a pour base essentielle le RENSEIGNEMENT et comprend avant tout des mesures préventives,
- . comporte, si l'ordre est cependant troublé, les MESURES destinées à le RETABLIR.

12 - PRINCIPES GENERAUX

TROIS GRANDS PRINCIPES DIRECTEURS

- ① - Le maintien de l'ordre relève de l'AUTORITE CIVILE responsable.
- ② - L'autorité civile ne peut faire intervenir la force armée au maintien de l'ordre que par voie de REQUISITION (exceptionnellement sur simple demande).
- ③ - L'AUTORITE MILITAIRE responsable de l'exécution des réquisitions est seule juge des moyens et techniques à mettre en oeuvre.

13 - FORCES DU MAINTIEN DE L'ORDRE

131 - Exécution du maintien de l'ordre

- Le maintien de l'ordre est assuré :

- . ESSENTIELLEMENT par les forces de :
 - POLICE
 - GENDARMERIE
- . EN CAS DE NECESSITE par les forces des :
ARMEES (Terre, Air).

132 - Mise en action

L'autorité civile ne peut mettre en action
l'autorité militaire :

qu'en vertu de **2 MOYENS** spécialement prévus :

LA DEMANDE DE CONCOURS

(Mesures préventives)

LA RÉQUISITION

(Mesures d'intervention)

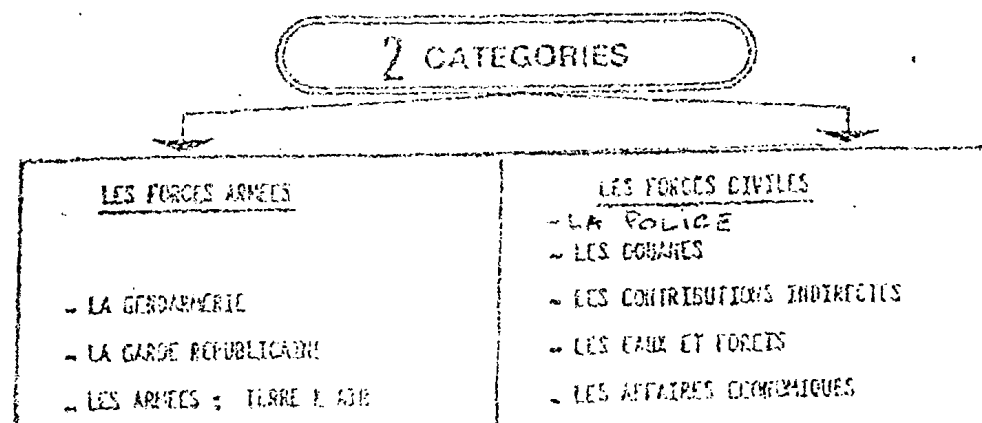
II -

EMPLOI DES FORCES ARMÉES

Parmi les forces armées, "la Gendarmerie est une force instituée pour veiller à la sûreté publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois".

Cette compétence particulière de la Gendarmerie la classe en tête des forces chargées du maintien de l'ordre.

21 - CATEGORIES DES FORCES ARMÉES



22 - MISE EN ACTION DES FORCES ARMÉES

TROIS MANIÈRES DIFFÉRENTES

Demande de concours de l'autorité civile

Réquisition de l'autorité civile compétente

Ordre de l'autorité militaire

- 3 -

221 - Demande de concours de l'autorité civile

- . Présentée par écrit
- . N'est soumise à aucune forme de procédure particulière
- . Tend à faire exécuter des MESURES PREPARATOIRES et PREVENTIVES ne sortant pas du cadre de l'activité normale des forces armées (1)

222 - Réquisition de l'autorité civile compétente

- L'AUTORITE CIVILE
- . décide de la mise en application des MESURES D'INTERVENTION,
 - . est SEULE JUGE DU MOMENT où l'appui des forces armées est nécessaire,
 - . fixe le BUT à atteindre.

223 - Ordre de l'autorité militaire

- Dans le cas de situations de gravité exceptionnelle :

- . insurrection brutale et organisée,
- . état de siège,
- . zone opérationnelle,

il peut arriver que l'autorité civile soit dans l'impossibilité de procéder à la réquisition de l'autorité militaire.

- *- Dans ces cas précis, l'AUTORITE MILITAIRE détient la responsabilité de l'ordre public.

I -

LES REQUISITIONS

31 - BUT

Les réquisitions tendent à faire exécuter des MESURES D'INTERVENTION. Ces mesures consistent dans l'EMPLOI de la FORCE pour le maintien de l'ordre ou pour le rétablissement de l'ordre.

1) La demande de concours est utilisée moins fréquemment que la réquisition. En effet, l'autorité civile préfère mettre en action les forces armées par la réquisition qui permet des mesures d'intervention, alors que la demande de concours ne conduit qu'à des mesures préparatoires et préventives, s'apparentant à la dissuasion (mouvements de troupes, patrouilles).

32 - DIFFERENTES CATEGORIES

TROIS CATEGORIES DE REQUISITIONS

- ① - Réquisition générale
- ② - Réquisition particulière
- ③ - Réquisition complémentaire spéciale

321 - Réquisition générale (cf. Annexe II)

- . A pour but d'obtenir de l'autorité militaire un ensemble de moyens en vue de leur utilisation pour le maintien de l'ordre.

* 322 - Réquisition particulière (cf. Annexes III & IV)

- . A pour objet de confier à une troupe une mission précise et délimitée
- . Peut prescrire l'emploi de la force (mais ne s'agit pas pour permettre l'usage des armes).

323 - Réquisition complémentaire spéciale (cf. ANNEXE)

- . A pour objet de prescrire l'usage des armes (1) les cas de :
 - . légitime défense,
 - . défense des postes et terrain dont on a la garde,

IV -

DEVOIRS PARTICULIERS DES MILITAIRES ISOLÉS

- Tout militaire en uniforme doit :

- . APPREHENDER l'auteur d'un crime ou délit flagrant et le remettre à la Gendarmerie ou au service de Police le plus proche ;
- . PRETER spontanément MAIN-FORTE, même au péril de la vie, à tous les agents ou représentants de l'autorité en uniforme ou munis de leurs insignes
- . EXECUTER les réquisitions de la Gendarmerie comme tout citoyen.

REQUISITION GENERALE

(Exemple)

MINISTRE DE L'INTERIEUR

REPUBLIQUE DU MALI

REQUISITION GENERALE

Au nom du Peuple malien

Nous, Banfa Keita, Gouverneur du District de Bamako
requérons en vertu de la loi, Monsieur DIAPRA Iémé, Colonel, Chef d'Etat-Major de la Gendarmerie Nationale, *de prêter le secours des troupes nécessaires pour maintenir l'ordre dans la ville de Bamako, le 25 Août 19*, à partir de 12 heures.

Et pour garantir dudit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à Bamako, le 21 Août 19

signé :

Indications complémentaires (1) :

1. Moyens estimés nécessaires : 400 gradés et gendarmes.
2. Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes : le 25 août entre 5 et 6 heures.
3. Stationnement initial souhaitable : lycée Mohamed Askia
4. Mode d'accès des troupes : Par la rue du Camp n° 1
5. Conduite à tenir à l'arrivée : prendre contact avec le commissaire des services de sécurité publique de Bamako
6. Autorité qualifiée pour l'emploi des troupes sur place : Monsieur DEMBELL, Maire de la commune III
7. Durée probable de la réquisition : 48 heures.

(1) Si la réquisition est prise sous la signe de l'urgence, mention explicite doit en être faite ici.
 (2) Ces indications constituent un des éléments importants de la décision de l'autorité requise, mais elles ne sauraient engager cette dernière.

REQUISITION PARTICULIERE
ne prévoyant pas l'emploi de la force

(Exemple)

MINISTRE DE L'INTERIEUR

REPUBLIQUE DU

REQUISITION PARTICULIERE

Au nom du Peuple malien

Nous, Banfa Keita, Gouverneur du District de Bamako requérons en vertu de Monsieur DIALLO chef d'escadron, commandant les forces de Gendarmerie de Bamako de prêter le secours des troupes nécessaires pour prévenir la formation d'assemblées sur la place de la Nation, le 25 août 19 , à partir de 12 heures

(1)

Et pour garantie dudit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à Bamako le 25 août 19

signé :

Indications complémentaires (1) :

1. Nature et effectif des moyens à employer : 200 gradés et gendarmes.
2. Mise en place terminée pour : 11 heures 30
3. Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes : 10 heures 45.
3. Point à occuper : place de la Nation et ses débouchés.
5. Mode d'accès : par la route de Koulouba
6. Conduite à tenir par les troupes à l'arrivée : activer la circulation dans les rues accédant à la place de la Nation empêcher la formation de rassemblements, mettre un élément de réserve à la préfecture.
7. Autorité appelée à coopérer avec la troupe : Monsieur le DEBELLE, Maire de la ci
8. Durée probable de la réquisition : la journée.

(1) Voir renvoi en bas de l'annexe I.

REQUISITION PARTICULIERE
prévoyant l'emploi de la force, mais non l'usage des armes

(Exemple)

MINISTERE DE L'INTERIEUR

REPUBLIQUE DU MALI

REQUISITION PARTICULIERE

Au nom du Peuple malien

Nous, Banfa Keita, Gouverneur du District de BAMAKO, requérons en vertu de la loi
Monsieur DIALLO, chef d'escadron, commandant les forces de Gendarmerie déplacées
à Bamako de prêter le secours des troupes nécessaires pour disperser par la force les
attroupements formés dans la rue de Mohamed V, le 25 Septembre 1964, à 15 heures

L'emploi de la force pour l'exécution de la présente réquisition ne comporte pas l'usage
des armes.

La présente réquisition est prise sous le signe de l'urgence.

Et pour garantie dudit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à Bamako le 25 Septembre 1964

signé :

Indications complémentaires :

1. Composition des forces : 100 gradés et gendarmes.
2. Exécution : immédiate.
3. Conduite à tenir : disperser l'attroupement, refouler les manifestants vers la place de la Nation, établir un barrage filtrant sur la rue de Mohamed V à hauteur de la rue 10